

Philosophie Bantoue

Dans votre numéro du 26 octobre, vous avez publié un article « Philosophie et Conception de l'Art Africain » de M. Claude Mafema. J'ai eu le plus grand plaisir à lire cet article, qui est un véritable poème, une ode à l'âme bantoue.

On y retrouve ce que nous a expliqué, d'une façon plus méthodique, je dirais plus scientifique, le livre du R.P. Tempels. Nous y retrouvons aussi les enseignements de plusieurs auteurs belges qui ont

étudié l'âme et la civilisation clanique, notamment M. Crévisse, dont les études ont été publiées dans le bulletin du CEPSI d'Elisabethville.

Je viens de lire un livre de Mlle Centner, « L'Enfant Africain et ses Jeux ». Ce livre est également comme tout un long poème et je ne puis assez recommander la lecture de ce livre publié à Elisabethville sous les auspices du CEPSI.

La base de la philosophie ban-

toue est la conception de la Force Vitale. L'homme est Force Vitale; d'après le R.P. Tempels, « tout homme, tout individu constitue un chaînon dans la chaîne des forces vitales, un chaînon vivant, actif et passif, rattaché par le haut à l'enchaînement de sa lignée ascendante et soutenant sous lui la lignée de sa descendance. On pourrait dire chez les Bantous, l'individu est nécessairement un individu clanique. »

C'est ce caractère qui donne à la société bantoue, à ses fêtes, à ses chants, à ses individus même, une chaleur de communion humaine qui n'existe que chez les Bantous.

Mais, après s'être livré à ces plaisirs poétiques, ne serait-il pas utile de se demander quels sont les effets de cette philosophie sur le progrès économique et social.

L'homme est à la fois matériel et spirituel; on ne peut séparer les deux qui réagissent d'ailleurs l'un sur l'autre. Je laisserai néanmoins aux théologiens le soin d'approfondir l'aspect religieux. Je bornerai mes préoccupations au problème social et économique. Je mentionnerai simplement une différence essentielle de conception: comme le dit M. Claude Mafema, pour le Bantou « Au sommet de la vie se situe le Très Haut, la Vie intangible dans son éternité... De ce sommet, la vie prolonge son dynamisme dans le temps et l'espace ». Pour l'Européen, même pour le Chrétien, bien que Dieu ait créé le monde « notre philosophie est statique, en ce sens que la notion de force n'est pas incluse dans la notion première de l'être » (R.P. Tempels). La religion chrétienne me paraît, à moi, basée plus sur des notions de charité et de pardon et non sur une idée de force.

Pour l'européen, le monde est statique, l'homme est individu, indépendant; pour lui, la force est un attribut dépendant de sa volonté, de son intelligence et de son caractère.

Voyons d'un peu plus près la différence qu'il peut y avoir entre l'homme blanc et le Bantou.

DIFFERENCE ENTRE LE NOIR ET LE BLANC

Il a été établi qu'au point de vue biologique et physiologique, il n'y a aucune différence entre l'homme de race noire et celui de race blanche. Toute différence vient des conditions d'éducation, de formation du cerveau.

(Suite en page 5)

Philosophie Bantoue

(suite de la page 1)

L'enfant européen, dès sa naissance, est soumis à des disciplines de plus en plus strictes : dès sa naissance, il recevra ses repas, c'est-à-dire sa tétée, à des heures bien fixes, trois fois par jour. En dehors de ces heures, la mère ne donnera pas le sein. Des heures sont prévues pour le sommeil, pour le bain, tout suit un horaire strict. Plus tard des heures seront consacrées au jeu, d'autres à l'étude, etc. Dès sa naissance, l'enfant blanc entend parler d'hygiène, de propreté, de discipline, de travail, de la façon dont il gagnera sa vie quand il sera grand. Il apprend que de son caractère dépendra toute sa vie, que de ses actes il supportera les conséquences.

L'enfant noir, lui, est le but même de l'existence du clan; en réalité, il appartient en quelque sorte à deux clans; deux clans le défendent, chaque clan défend l'enfant contre des sanctions possibles que pourrait prendre le clan partenaire. Dès sa naissance, l'enfant-roi apprend que le monde est peuplé de forces. Son petit cerveau reçoit cette formation clanique dont il restera imprégné toute sa vie. Cette influence clanique a pour conséquence qu'il fera toujours partie de la communauté qui lui donne cette chaleur humaine à laquelle nous avons fait allusion tout à l'heure, le fait de participer à la solidarité clanique.

En résumé, nous pouvons décrire comme suit les principaux caractères Bantous :

- 1) Communion et chaleur de cette communion.
- 2) Egalité; égalité clanique et solidarité clanique.
- 3) Croyance en forces vives et peur des esprits.

Dans la conception bantoue, tout événement a une cause, mais, comme dit Mlle Centner « au delà de la cause directe, matérielle, il faut rechercher la cause première « éloignée, volontaire, personnelle, « influence vitale bénéfique ou « maléfique, qui agit en mettant en « action des forces vitales au moyen « desquelles elle s'exerce. »

Le Bantou aura toujours tendance à attribuer à des forces extérieures, étrangères, les événements principaux de son existence, événements heureux ou malheureux.

Il en résulte qu'au point de vue économique, l'homme du clan n'a pas la volonté de s'élever au-dessus de son rang; celui qui chercherait à s'élever au-dessus de son rang vital, par sa fortune, sa richesse, éclipserait le Chef ou les grands notables, serait taxé d'orgueil et serait puni sévèrement,

serait sans doute dépossédé de ses biens.

J'ai, un jour, publié un article intitulé « Changer de Mentalité ». Je suggérais précisément de libérer les esprits des bantous par l'influence d'une éducation progressiste; il faut amener les Congolais à connaître la propriété individuelle, notamment celle de la terre; il faut qu'un ménage cherche à se créer un foyer heureux, avec création d'un capital destiné à l'héritage des enfants.

Si, dans les centres extra-coutumiers, une évolution se dessine, dans les milieux coutumiers, cette évolution est imperceptible et souvent freinée.

En 1959, je concluais de la façon suivante : « Ce sont les Chefs Coutumiers qui doivent conduire leurs populations dans cette voie de l'évolution, d'abandon des anciennes idées et conceptions claniques. S'ils ne le font pas, ils se feront balayer par les événements. S'ils réussissent, ils s'attireront la gratitude des générations futures qu'ils auront sauvées, auxquelles ils auront évité les misères de troubles sociaux et de révolutions sanglantes ».

CONSIDERATIONS AU POINT DE VUE POLITIQUE

Ces remarques que je faisais déjà avant qu'il ne fut question d'indépendance, je les avais développées précédemment dans des interventions au sein des Conseils de Province au sujet de mesures relatives au plan décennal et aux ressources des Chefferies.

La Belgique avait réalisé au Congo une œuvre remarquable; mais, comme toute œuvre humaine, elle avait ses défauts. Du côté positif, il faut reconnaître que l'administration belge avait réussi à relever le niveau moyen de vie des populations congolaises au-dessus du niveau moyen des populations de tous les autres pays africains et surtout des pays plus anciens comme l'Égypte, la Tunisie, l'Algérie etc. Au Congo, pas de pauvreté minable, jamais vous ne voyiez des villages entiers livrés à la misère atroce qu'on rencontre dans les pays arabes. Si, par hasard, vous franchissiez la frontière séparant le Congo du Soudan, la différence frappait immédiatement : d'un côté, des populations vêtues habitaient des cases d'aspect prospère; vous voyiez rouler à bicyclette, des hommes coudre à la machine, fumer des cigarettes; dans chaque village des Uélés il avait un café où l'on buvait de la bière dans des verres. Passé la frontière du Soudan, vous rencontriez des hommes nus, dans toute leur beauté physique pure et non encore souillée par la civilisation...

(Suite en page 10)

(Suite de la page 5)

Mais le défaut de l'œuvre belge résidait dans le fait que, se préoccupant du bien-être matériel, de l'hygiène et de la santé publique, l'administration ne faisait rien de suffisant au point de vue éducatif et spirituel. La société indigène était divisée en société coutumière et société extra-coutumière. Dans les campagnes, la coutume retardataire était sacro-sainte, les tribunaux conservaient uniquement leurs bases coutumières qu'on avait même pas commencé à essayer de codifier. Rien n'était fait pour former une élite sortant de ce cadre clanique égalitaire. L'administration belge craignait que toute élite indigène se donnerait pour but d'exploiter à son profit les masses de travailleurs et les populations. C'était manquer de perspicacité et reculer devant les responsabilités et les difficultés. Il fallait partir de la base, j'avais, déjà avant l'indépendance, fait remarquer l'anomalie que constituait la présence de deux échelons de base, le territoire et la Chefferie. Il aurait, à mon avis, fallu fonder ces deux éléments en un seul et, pour cela, abandonner la règle facile de l'administration indirecte et éduquer les Chefs; en faire non plus des autorités quasi-religieuses, mais des fonctionnaires instruits.

Quoiqu'il en soit, la situation est là; vous avez encore actuelle-

ment les deux sociétés, la société coutumière et la société extra-coutumière. Le Manifeste de la Conscience Africaine disait que le but du Mouvement était de créer une société nouvelle, basée sur la société ancienne, clanique, enrichie des apports de la civilisation occidentale. Voilà le problème bien posé. Il faut, hélas, reconnaître que depuis le 30 juin 1960 pas grand' chose n'a été réalisé dans ce sens. Le moment est venu de se préoccuper du problème, surtout dans l'élaboration de la nouvelle constitution. Il est évident que ce fut une faute grave, la faute la plus grave qui ait été commise par la Belgique, de doter le Congo Indépendant d'une constitution - ou Loi Fondamentale - basée sur les conceptions de la démocratie européenne, et, en particulier, sur le régime électoral belge. Dans une société à base clanique, c'est folie que de prévoir des élections au suffrage universel et la création de partis politiques. C'est ouvrir la porte aux excès démagogiques et livrer les masses à l'exploitation des politiciens.

Il ne faut pas perdre de vue que, jadis, la chefferie avait un certain caractère démocratique. Le

Chef peut-être était-il parfois cruel et partial, mais, en général, jamais il n'aurait imposé une politique contraire au désir de la masse. Ses conseillers, ses vieillards, ses « Mushamukas » étaient là pour l'éclairer sur les besoins, les désirs de la population.

Lors de l'élaboration de la nouvelle constitution, si je puis me permettre de donner un conseil, c'est de vous abstenir de consulter des juristes belges ou européens et, surtout américains. Si vous désirez consulter des Belges, choisissez des gens qui connaissent la civilisation clanique, des gens de la trempe du

R.P. Tempels, de M. Crévisse, ou de M. Buchman, professeur à Lovanium.

Toujours selon mon expérience, je pense que ce que vous devez faire, c'est partir du clan; faire des élections de conseil de chefferie ou de territoire; pour l'échelon suivant, ces sociétés de clans se choisiraient des délégués et ceux-ci, ensuite, à l'échelon provincial, des représentants nationaux, qui seraient ainsi des élus des clans associés. Et, reconnaissant le bien-fondé de proposition faite dans votre journal, supprimez ou réduisez le nombre de dé-

putés et politiciens provinciaux; rétablissez une sorte de gouvernement provincial par gouvernement fonctionnaires nommés par le gouvernement central sur proposition des clans.

CONCLUSION

Je suis parti de l'âme bantoue, j'y reviens. Il faut lui donner la possibilité d'évoluer, mais avant que cette évolution ne soit accomplie, il vous faut partir de la conception de la civilisation clanique. C'est cette caractéristique clanique qui doit servir de base de départ, tout en ayant soin de ménager l'avenir et amorcer cette évolution qui doit s'inspirer des enrichissements que peut lui apporter la civilisation occidentale.

M. COSTIER

Philosophie Bantoue

Mulelisme à Bukavu?

Sur instructions du gouvernement central, le ministre provincial M'Bagira Casimir a été arrêté cette semaine et envoyé directement sur la capitale.

Les autorités locales sont restées discrètes sur cette mesure, d'autant plus que des partisans de ce ministre et les habituels fauteurs de troubles de la région se sont immédiatement mis à l'œuvre et ont provoqué des bagarres légères dans nos communes, mais beaucoup plus graves à l'intérieur et notamment à Mutaka et Mutesa.

Il ne faut pas nous dissimuler la gravité de la situation : dernièrement des tracts ont été distri-

(Suite en page 7)

MULELISME A BUKAVU ?

(suite de la page 1)

bués à Bukavu, émanant du « Comité de libération de Brazzaville », et constituant une incitation non dissimulée à la révolte. Ces tracts mensongers attaquaient les personnes de MM. Kasa-Vubu, Adoula, Malago, certains membres du gouvernement provincial ainsi que le Major Yossa, commandant du 7e Bataillon de Bukavu. D'autres part, comme vous le lirez dans la rubrique « Hebdo-Congo » de ce journal, un fonctionnaire du Territoire de Kasongo a été trouvé porteur de tracts provenant de la même source et appelant également le Maniéma au soulèvement. Suivant des informations non confirmées, des émissaires de la Chine communiste auraient été signalés dans cette même région.

Selon certaines déclarations de M. Bomboko, ministre de la Justice du Gouvernement Central, M. M'Bagira aurait été en relation avec la succursale du Comité de Brazzaville qui s'est installée à Bujumbura sous la responsabilité de M. Soumialot Gaston.

MM. Bocheley-Davidson et Kashamura sont, eux-aussi, passés par la capitale du Burundi, pour s'associer à l'opération d'investissement de l'Est du Congo par les forces que l'on peut qualifier de « mulelistes ». A Bujumbura également, des contacts quasi journaliers ont lieu entre ces Congolais et une délégation de la Chine communiste.

Tout comme au Kwilu, la gendarmerie de Bukavu a fait son devoir : elle a maintenu l'ordre sans se laisser influencer par les slogans mettant en cause la pro-

bité de ses chefs et a exécuté les instructions reçues.

Le gouvernement provincial a gardé son sang-froid et a agi avec toute la fermeté voulue. Mercredi et jeudi de cette semaine, M. Malago, Président provincial s'est adressé à la population pour dénoncer, à son tour, les activités des « assoifés du pouvoir » qui ne reculent devant aucun mensonge. Il a annoncé que le service d'ordre a déjà arrêté quelques personnes et mis la main sur tous ceux qui ont jeté les tracts. « L'opération, a-t-il dit, est loin de se terminer : elle continuera jusqu'à ce que ces énergumènes soient mis hors d'état de nuire ».

M. Malago a demandé à toute la population « d'être ses détectives et de dénoncer franchement tous les fauteurs de trouble ».

« Le sang a trop coulé, a-t-il ajouté, le gouvernement est résolument décidé à sévir énergiquement contre tout acte de banditisme et d'excitation contre l'autorité établie. Quiconque sera pris en train d'exciter à la rébellion sous quelque forme que ce soit, sera sévèrement puni. »

Tout cela doit servir de leçon et d'avertissement : l'ordre et la sécurité des bons citoyens sont menacés par une bande de « destructeurs professionnels » qui n'ont en vue que la satisfaction d'intérêts étrangers. Ces faux nationalistes sont entièrement à la solde des communistes qui cherchent à répandre l'anarchie et le désordre.

Soyons donc vigilants, ne nous laissons pas séduire par des raisonnements simplistes et faciles.

Dans le danger qui nous menace, il faut faire l'union autour des autorités légales.

ON Le vrai visage de Pierre Mulele

AL Mulele Pierre, député national, ex-secrétaire général du Parti Solidaire Africain, est connu depuis sa jeunesse pour son extrémisme et son athéisme. Déjà en 4me moderne, à Kinzambi, alors qu'il n'avait que 16 ans, Mulele voulut convaincre ses condisciples que le mystère d'une Vierge qui donnait naissance à un Homme-Dieu était de la blague et qu'il ne fallait pas y croire. Il l'affirma avec une telle conviction que mis devant le dilemme d'y croire ou de s'en aller, il préféra quitter l'établissement où il se trouvait et où il était entré dans l'intention de devenir Frère enseignant.

Dans la suite, après ses études moyennes, il entre à l'armée où il étudie comment on peut organiser une mutinerie. Ayant eu vent de ses intentions, on décide de l'arrêter. Il apprend la nouvelle et déserte l'armée.

Après une longue aventure, il atteint Léopoldville, où il réussit à se faire engager comme commis au Gouvernement Général de l'époque.

TEINTE DE ROUGE

Dès 1958, Mulele entretient d'excellentes relations avec le consul tchèque à Léopoldville, M. Virius, qui le forme à une certaine discipline communiste.

À la formation du Parti Solidaire Africain, Mulele — qui cherche à faire adopter la doctrine communiste par le parti — se heurte à l'opposition des dirigeants du P.S.A. de Kikwit, qui se refusent à précipiter le parti dans le camp communiste. D'où, dès le début, certaines tendances contradictoires au sein du Parti Solidaire Africain.

Homme décidé, il ne se décourage pas et réussit à gagner à sa cause Gizenga, qui — peu ouvert aux réalités politiques — le couvre de son autorité de président général.

Mulele dissimulera encore ses sympathies pour les Rouges aussi longtemps que la situation politique au Congo ne lui permettra pas d'agir.

En novembre 1959, Mulele effectue un voyage en Guinée, en compagnie de MM. Kingotolo et Kinkie. Il y rencontre la maudite Mme Blouin, agent du communisme international, à l'école de laquelle il se place malgré l'opposi-

tion formelle de ses deux collègues.

Ils se comprennent tellement bien qu'il décide de la faire venir au Congo avec le seul accord de Gizenga, qui, lui-même, ayant effectué un voyage en Union Soviétique, rentre au pays, décide à y installer le régime dès le 30 juin 1960.

On connaît l'action de Mme Blouin sur Mulele et Gizenga.

Narré par cette action, nous engageons des démarches auprès des autorités de l'époque et nous réussissons à la faire expulser. On se souviendra aussi que, de la proclamation de l'Indépendance, Gizenga et Mulele, alors respectivement vice-premier ministre et ministre de l'Éducation, font revenir aussitôt Mme Blouin et la placent au Cabinet de feu Lumumba.

A L'ÉCOLE DE L'EST

Lors du voyage de Lumumba à New-York, Mulele considère que ce dernier tient trop compte de l'opinion des Belges et des autres Occidentaux et qu'il y a lieu de prendre le pouvoir. Il incite Gizenga à réaliser un coup force et à se proclamer Premier ministre avec l'appui des communistes pour introduire le régime marxiste au Congo. Cette tentative échoue.

À la révocation du gouvernement de feu Lumumba, Mulele réussit à rejoindre Stanleyville, d'où il se dirige vers la R.A.U., ensuite vers les pays de l'Est. Enfin, il s'installe pour de longs mois en Chine populaire.

On ne peut plus s'interroger sur ses activités dans ces pays lorsque l'on considère les résultats que son action a atteints en ce moment.

Deux ans de séjour dans des pays qui ont acquis une longue expérience du maquis, deux ans de formation assidue lui permettent maintenant de mener beau jeu dans les savanes boisées de Gungu et d'Idiofa.

Extrémiste de nature, formé à l'école de dictature communiste, Mulele n'a débuté son action que

dans le but certain de prendre le pouvoir, non pas au Kwilu, mais à Léopoldville, en vue d'imposer le régime communiste au Congo.

Voilà le petit homme svelte, décidé à conquérir le pouvoir et qui, acquis aux enseignements communistes chinois, n'a pas hésité à organiser un maquis dans les régions d'où il est originaire pour créer la panique, le vide, la désorganisation et fort d'un appui populaire forcé, s'étendre dans les autres régions du Congo.

AU FOND DES VALLONS

Lorsqu'au mois de septembre, on rapporta les premiers bruits sur une organisation secrète de Mulele, il s'agissait des camps d'entraînement.

Tous le milieux congolais se sont étonnés d'apprendre qu'un homme, qui avait quitté le Congo depuis 2 ans, ait pu regagner le pays inaperçu et ait réussi à se rendre dans sa région d'origine pour y commencer un mouvement de subversion. Il est bon de savoir que Mulele est rentré au bercail jouissant de complicités certaines.

Dès qu'il s'aperçut que ses premiers camps d'entraînement étaient découverts, Mulele changea de tactique. Il décida de ne plus grouper les jeunes gens sous des tentes ou dans des bivouacs, mais plutôt de les entraîner au fond des vallons, à bord des rivières.

Son action, qui, au début, visait apparemment à organiser des milices entraînées à se battre, se porta aussitôt sur l'apprentissage des méthodes plus ignominieuses : tuer, détruire. C'est surtout par ces deux moyens qu'il exerce sa violence sur tout ce qui est organisé.

Pour qu'une telle action réussisse, il faut s'assurer de l'appui des populations. C'est ce qui a déterminé Mulele à n'entreprendre au début son action que dans des régions qui lui étaient favorables.

(Extrait d'un article dû à la plume de M. Cléophas Kamitatu, ministre du Plan du Gouvernement Central).

Une motion d'étudiants africains en Belgique

Les événements actuels du Congo sont suivis avec beaucoup d'anxiété par le public belge.

Le président de la section de Liège de l'Union des Étudiants Chrétiens Africains, une Union qui groupe de nombreux étudiants tant en France qu'en Belgique, où elle compte une dizaine de sections, vient de rendre publique une motion au sujet de ces événements.

Elle tient à faire part à l'opinion : « de sa profonde désapprobation à l'égard des événements qui se déroulent en ce moment au Congo et au Ruanda ».

La motion poursuit en ces termes : « Ces événements, comme on sait, se caractérisent par le massacre de populations sans défense, y compris des personnes étrangères qui se consacrent dans ces pays à l'instruction et à l'éducation de la jeunesse, nécessaires à l'épanouissement tant moral qu'intellectuel, ainsi qu'à l'expansion technique, de nos pays africains ».

Les membres de l'U.E.C.A. croient que « l'évolution de l'Afrique est un phénomène qui devra se réaliser dans une atmosphère de concorde et de respect mutuel, contrairement aux événements actuels qui plongent ces jeunes pays dans des luttes fratricides dont le seul but est la conquête du pouvoir révé par certains leaders politi-

QUI A ARME MULELE ?

« Le Courrier d'Afrique » vient de publier un texte expliquant comment M. Mulele a pu organiser son armée terroriste. Voici ce qu'en dit justement un élu du Kwilu-même :

Un conseiller provincial du Kwilu. — Antoine Kibongo pour ne pas le citer — vient de nous adresser une lettre dans laquelle notre député provincial entend éclairer la lanterne sur l'affaire Mulele. Il se propose de répondre — à tort ou à raison — à deux questions que nous avions posées, il y a quelques jours de cela, dans nos colonnes : Qui a armé Mulele ? — Comment Mulele a pu s'organiser ? Telles sont les deux questions auxquelles M. Kibongo tente de donner explication :

Mon Cher Courail.

« Je réponds à votre question de savoir « qui a armé Mulele ». L'affaire Mulele connue de tous, bien qu'elle soit nationale, est avant tout une affaire régionale puis provinciale. Je dis bien avant tout régionale parce que ses partisans aussi bien que ceux de Gizenga l'appuient totalement : provinciale parce que le gouvernement provincial du Kwilu, épaulé par certaines personnalités domiciliées à Léopoldville, est impliqué dans l'affaire du fait d'avoir hébergé Mulele durant deux nuits à Kikwit et avoir facilité son entrée au Kwilu jusqu'à Idiofa (son fief électoral). Tout ceci ne se cache pas — voir le rapport signé par le vice-président du gouvernement provincial du Kwilu destiné aux autorités du gouvernement central à Léopoldville et les interventions propres à la session d'octobre 63 de l'Assemblée provinciale du Kwilu.

COMMENT MULELE A PU S'ORGANISER

« C'est simple. Bénéficiant des appuis

des autorités provinciales et nationales, Mulele avait réussi à mieux s'organiser en recrutant ses partisans, et on lui fournit les armes... »

Le sang coule au Kwilu sous les coups de deux groupes terroristes organisés appartenant l'un à M. Pierre Mulele, l'autre aux autorités provinciales soutenues par les hommes politiques de Léopoldville ayant pour but d'éliminer physiquement les adversaires politiques à la faveur du régime provoqué par Mulele.

« Cependant ces deux groupes poursuivent les mêmes objectifs. Les 300 « Jeunes » arrêtées par l'armée nationale puis relâchées sur l'ordre du président provincial M. Leta, s'attaquent aujourd'hui aux personnes en semant des désordres dans certaines régions paisibles et créant le vide un peu partout. Rien ne peut alors nous surprendre, il y a un piège ; ces deux groupes voudraient s'introduire dans chaque préfecture pour semer la terreur et la population reste toujours sans autre défense.

« Le but poursuivi par ces deux groupes terroristes est le même : satisfaire à Mr Mulele, précurseur du « Comité de la Libération Nationale ». Certaines personnalités de Léopoldville et tant d'autres sont continuellement en liaison avec Mulele dont elles facilitent le trafic d'armes à sa destination dans le but d'organiser plusieurs foyers d'agitation, de saboter les travaux de la Commission constitutionnelle qui vont solliciter l'avis des populations par voie de référendum, de saboter la campagne électorale, de déclencher des troubles à Léopoldville surtout au sein de l'armée en opposant les officiers à leurs supérieurs et de conquérir le pouvoir par tous les moyens. »

ETERNELS OPPOSANTS

Parcourant des avenues et rues de Léopoldville, nous croisons, par hasard, une vieille connaissance. Connaissant l'homme comme un « passionné dans les problèmes politiques », nous l'abordons tout de suite par la question suivante : « Dans quel camp vous êtes-vous alligné depuis plus de deux ans qu'on ne s'est plus vu ? »

— Je me suis retiré momentanément de la scène politique, nous a sèchement répondu notre interlocuteur. Mais ma position est toujours restée nette et claire : je me range chaque fois dans le camp de l'opposition, car ce n'est que là où se trouve la vérité et la conscience nationale.

Sitôt dit, sitôt compris ! Les échecs successifs dans la politique nationale, voire régionale, de l'homme ne peuvent-ils pas trouver leur source dans la vie à la « girouette » de notre ami politicien, qui n'est, au fond, qu'une marionnette humaine ?

En effet, cette courte phrase, sortie spontanément de sa bouche nous a aussitôt reproduit le portrait de nombreux politiciens congolais qui changent de position comme on change d'habits, la seule orientation étant fixée sur les chances du succès, éphémères soient-elles, pourvu que leurs noms soient connus mondialement.

Depuis l'importation des partis politiques au Congo, on a assisté à tant de scènes parfois tragiques. Certains de nos leaders, pour n'avoir pas décroché un poste bien en vue dans le comité directeur du parti, ont scindé celui-ci en « ailes » ou ont fondé un nouveau parti décidé à engager une lutte acharnée.

Question de changement d'opinion, de doctrine ? Déception ? Pas toujours oui, pas toujours non.

Les uns ont peut-être fini par être déçus du comportement des camarades non sincères, qui, prétendant servir la cause nationale, ont profité de l'occasion et de la confiance qu'on mettait en eux, pour se mettre en vogue ou pour s'enrichir, peu importe les moyens.

Mais, hélas, d'autres ont tourné le dos à leurs frères de combat, uniquement parce que leur vanité n'avait pas été satisfaite.

(suite en page 5)

ETERNELS OPPOSANTS

(Suite de la page 1)

Et, au sein des collèges gouvernementaux et des bureaux des assemblées législatives que s'y est-il passé ? Création d'un groupe d'opposition, souvent sans position. Mais, opposition à qui, opposition en quoi ?

Opposition aux agissements malhonnêtes, à l'incompétence des hommes au pouvoir, pour les uns. Mais aussi opposition au groupe qui a oublié les camarades le jour de la constitution de l'équipe gouvernementale et du bureau de l'Assemblée ou de la Chambre des Représentants. Opposition, ensuite, parce qu'un tel a réussi à « passer » alors qu'il est d'une région ou d'une ethnie qui, si elles ne leur sont pas ennemies, ne leur sont pas tellement sympathiques. Opposition, enfin, pour contrecarrer toutes les actions et activités du rival politique ou social.

L'OPPOSITION CONSTRUCTIVE EST INDISPENSABLE...

Après avoir reconnu qu'il existe deux sortes d'opposition :

— d'abord *l'opposition destructive*, vaniteuse, aveugle, capricieuse, dont notre interlocuteur cité plus haut se proclamait champion ;

— puis *l'opposition constructive*, instructive, qui a comme ligne de conduite « le redressement » ; nous pouvons conclure que cette dernière opposition, indispensable pour une bonne administration et un sage gouvernement, opposition qui reconnaît, elle, que nous tous, êtres humains, nous portons tous en nous nos bagues, nos crimes et nos ravages... mais que notre tâche à chacun de nous de son côté, n'est pas de les déchaîner à travers le monde, en discréditant à tort et à travers, les autorités au pouvoir, car, ce qui convient, est de combattre ces vices en soi-même et ensuite dans les autres.

Comme les hommes ne sont pas infaillibles, il faut qu'au sein d'un groupe normal et démocratique, il y ait une opposition. Le rôle de celle-ci consistera à redresser les erreurs que pourra éventuellement commettre la majorité, à suggérer des propositions et des programmes constructifs et objectifs, à remettre à la page l'un ou l'autre membre de la majorité qui s'écarterait de la droiture ou du bon chemin.

...TANDIS QUE L'OPPOSITION FANTAISISTE RUINE LE PAYS

Mais... combien de nos politiciens ne s'attribuent pas l'étiquette de « membre d'opposition révolutionnaire », de l'« opposition nationaliste » pour voiler leur vrai visage de la prétention et ambition exagérées, de l'orgueil et de la vanité ainsi que de l'ignorance, en se faisant passer pour des « sauveurs du peuple, des réactionnaires salutaires », décidés à combattre jusqu'à la fin l'opposition, l'égoïsme, la faiblesse morale pratiqués par le tenant du pouvoir du moment.

Qu'ils profitent des périodes inévitablement difficiles dans la vie sociale, économique et politique pour essayer, par tout moyen, de détruire pour le simple plaisir, de détruire leurs rivaux politiques ou

toute personne ayant réussi à leur regret, à se créer une réputation mondiale et nationale pour son dynamisme et son impartialité, sa justice et son intégrité... c'est leur affaire. Mais qu'ils sachent que leur action ne donnera point de fruits salutaires et ne résistera pas longtemps à la Raison, qui finit toujours par le triomphe. Qui oublie que la licence de détruire suppose qu'on puisse être soi-même détruit, et qu'à cause de la prétention ambitieuse, de la vanité et de l'ignorance, les pièges se referment sur ceux qui les ont tendus et les couronnes tombent sur d'autres têtes que celles destinées à les recevoir.

UNE OPPOSITION DOIT AVOIR DU BON SENS

Chacun a ses ambitions, bonnes ou mauvaises, nous n'en disconvenons pas. Mais... on ne peut nier qu'il est plus facile de découvrir les défauts et les vices d'un autre qu'on ne reconnaît ses propres faiblesses.

Quand on mène une campagne, un bon et honnête citoyen, en critiquant son rival, ou en prétendant ses qualités et qualifications, doit démontrer comment l'on peut, tenant compte des circonstances du moment, remédier à la carence de l'esprit et de l'art de bien gouverner, de bien administrer... comment l'on peut améliorer la situation et conduire le peuple vers une destinée meilleure et prometteuse.

Remplacer quelqu'un par un autre ou faire dégommer un ennemi personnel dans la vie sociale ou politique, c'est souvent facile, voire très facile. Mais ce qui importe, c'est de le remplacer ou le faire remplacer par un élément meilleur, plus dynamique, plus compétent, plus intègre, car on ne détruit pas une maison pour confier les travaux de reconstructions aux maçons apprentis ou hasardeux.

Se ranger aveuglement dans un camp, parce que celui-ci forme l'opposition, comme l'a fait notre interlocuteur occasionnel, et comme le font d'ailleurs beaucoup de nos politiciens ratés ou arrivistes, uniquement pour qu'on décroche une faveur éventuelle (matérielle sans doute par la subvention), pour que son nom rétentisse à travers le pays et le monde, n'est qu'une pure folie, dont ni le politicien ambitieux et orgueilleux ni la masse et le pays ne profitent.

Quand on remplace un régime, une personne, il faut que celui ou celle qu'on choisit, soit meilleur pour l'harmonisation et le développement du pays dans tous les domaines.

Hommes de l'opposition, futurs candidats aux prochaines élections, propogandistes politiques, sachez que la masse qui commence à ouvrir les yeux est décidée à se choisir ses dirigeants non point dans le groupe d'hommes à langue pendue, aux discours vides et trompeurs, hommes démagogues qui ne s'inquiètent point du sort de la masse... mais bien parmi les hommes actifs, travailleurs et objectifs, qui savent qu'on ne se vante pas de savoir danser quand le tam-tam bruit à côté.

Gervais RUBANGO

Allons à la guerre !

PRECEDEZ JE SUIVRAI...

Il est incontestable que la masse est aveugle et se laisse presque toujours induire en erreurs.

Qui encaisse finalement les conséquences de ces erreurs ? Et qui forme cette masse ?

C'est bien elle, vous et moi.

Alors, cela veut-il dire que le monde n'est fait que d'hommes aveugles ? Bien sûr que non. Mais, hélas, parfois les yeux de cette masse ne s'ouvrent qu'après. Lorsque les événements se sont déjà produits et les conséquences se sont fait déjà sentir.

Revenons plutôt à notre titre : « Allons à la guerre ».

C'est un appel que nous lancent certains hommes politiques, tribalistes ou régionalistes. Certains leaders, en effet, qui consacrent le slogan « la masse est aveugle » ont essayé, pour servir leurs intérêts personnels, d'exciter la population en lui conseillant de prendre les armes pour aller défendre telle cause nationale, provinciale, régionale ou ethnique, pour aller attaquer un tel personnage ou un tel membre d'un parti politique, etc, etc...

Les procédures restent traditionnelles : droguage, invulnérabilité. Enfin, le mot d'ordre étant lancé, une foule tumultueuse, ou un groupe de quelques jeunes fanatisés vont à l'action. On déplore

des incidents, des incendies, des pillages, des massacres, etc... Et quels sont les victimes ? Souvent cette foule, cette population parfois étrangère aux événements mêmes.

Mais où sont alors les responsables, la tête de la bande ? Sur la scène, ils sont presque toujours absents ; ils se contentent de diriger les attaques à plusieurs, si pas à des centaines, du moins à des dizaines de kilomètres. Les pauvres gens se font tuer, tuent des innocents, tandis que les incitateurs s'amuse et font des « ambiances » comme si rien ne se passait.

C'est ce que le Kivu connaît ces derniers jours avec les incidents sanglants de Bukapu et de Luvungi, parce que la masse avait répondu par un oui à l'appel criminel de « allons à la guerre » lancé par certains hommes politiques, ennemis de la paix.

Mais... pourquoi cette masse ne songe point à répondre un jour par un « voulez-vous que nous allons à la guerre?... d'accord, mais précédez, et nous suivrons », car il est inutile qu'on se fasse tuer pour rien, alors que ceux qui nous trompent et nous incitent à nous tuer se promènent librement et tranquillement dans ce Congo mystérieux.

Gervais RUBANGO

Le visage du Kivu-Central à l'échelon national

Souvent on entend des gens se lamenter sur le sort du Kivu-Central dans les mesures que prennent les instances nationales de Léopoldville. Le Kivu-Central est malaisé ou négligé. Mais, par qui, pourquoi et en quoi ?

C'est une question que ne cessent de se poser beaucoup d'hommes soucieux du bonheur du Kivu-Central.

Le secret de tout cela n'exige pas tout de même un miracle pour qu'il soit découvert. Il suffit de vivre quelques jours à Léopoldville et contacter quelques hommes politiques pour se rendre compte de ce que

- le Kivu est très mal connu;
- des groupes ennemis de ressortissants du Kivu-Central qui se sont créés ces dernières années font la plupart du temps plus de mal au Kivu-Central que de bien, à cause de querelles parfois banales et mesquines;
- le Kivu-Central est parfois mal défendu à l'échelon national;
- les méchantes langues ont plus de succès quand ce sont les intérêts du Kivu-Central qui sont en jeu;
- le groupe qui se dit constructeur est plus ou moins passif pour pouvoir enrayer et combattre les mensonges dont est accablé le Kivu-Central.

A qui attribuer la faute ? Au Chef de l'Etat ? Au Premier ministre ? Sans exagérer, nous pouvons dire que ce sont plutôt les ressortissants du Kivu-Central qu'il faut fouetter beaucoup ...

Nous disons cela parce qu'on constate que nos représentants nationaux et certains personnages influents qui habitent ou se rendent en mission à Léopoldville, au lieu de rester solidaires en vue de

défendre objectivement les intérêts réels de leur service, se livrent bataille et se haïssent mutuellement de sorte qu'ils finissent par jurer de ne plus jamais se voir et se sentir.

IL FAUT UNE SOLUTION

Un tel problème épineux nécessite une solution urgente. Le malheur fait que ce ne sont pas tous les jours les faits qui sont objectivement examinés, mais bien l'appartenance ou l'attachement à un tel groupe de l'intéressé qui est pris en considération. Ce qui importe c'est la couleur de l'homme et non ses actes ou ses idées. C'est alors que les conflits personnels ou entre les individus prennent le caractère provincial pour devenir national. Les hommes qui devraient normalement défendre une cause commune commencent à se classer par bloc Bishugi ou Kabare. Mais, quand on demande les bases de tels conflits, l'origine d'une telle haine, la réponse n'est plus aussi aisée.

Qui finalement en profite ? Ce ne sont, sans doute, que les ennemis du peuple pour lesquels le malheur d'autres sont un plaisir pour eux.

Nos représentants à Léopoldville doivent commencer à comprendre que sans le sacrifice de leur amour propre, on ne parviendra pas à refaire vivre le Kivu dans la fraternité et l'amitié comme il était avant « notre politique d'indépendance ».

Personne n'a l'intérêt à transporter les querelles intérieures à l'échelon national, voire provincial, car on sait que dans ce cas ce n'est plus souvent la raison qui commande.

Pékin: Bas les Pattes au Congo

Un article intitulé « Déclenchement de la lutte armée au Congo », vient d'être publié, au mois de mars, par « Pékin Information » organe officiel d'information de la Chine Populaire, destiné à l'Afrique francophone.

L'article soutient la lutte que mènent les troupes mulelistes à travers le Congo et plus particulièrement au Kwilu, ainsi que l'attaque qu'organise à l'extérieur du Congo, le « Comité National de Libération », pour s'emparer par la force et les armes du pouvoir dans la République du Congo.

Voyons comment nos amis communistes chinois écrivent l'Histoire...

LE MULELISME CONTRE L'AMÉRIQUE ET SON ADOULA

« Le mulelisme lutte contre le colonialisme, l'impérialisme » écrit « Pékin Information ». Mais quels sont les colonialistes et les impérialistes ? Pour Pékin, ce sont les Américains et l'O.N.U. qui soutiennent Adoula, Adoula qui déploie tous ses efforts pour anéan-

tir le mulelisme au Congo et pour prévenir de ce fléau, les régions non encore ouvertement attaquées.

« Il a été prouvé au Congo comme partout ailleurs, écrit entre autres, le rédacteur de « Pékin Information », que ce sont les hommes et non les armes qui comptent. (N.d.l.r. mais pourquoi alors

(suite en page 3)

PEKIN: BAS LES PATTES AU CONGO!

(suite de la page 1)

Par G. RUBANGO

- 1) respect de tous ; (n.d.l.r. des quels gens ? Des chefs des terroristes sans doute).
- 2) achat équitable aux villageois ; (n.d.l.r. si achat veut dire pillage et vols, cela va alors).
- 3) rendre en son temps ce qui a été emprunté ; (n.d.l.r. on ne rend jamais ce qu'on exige arme à la main, qu'on extorque sans procédure légale quelconque).
- 4) payer pour tout ce que a été

Ce n'est un secret pour personne, que les chefs mulellistes, sont des hommes engagés aux pays de l'Est et forment, pour la plupart, la lie de la population. C'est pour cela que nous disons que, si les mulellistes opèrent en Chine Populaire Communiste, comme ils le font au Congo, certainement ces mêmes chinois, ou pour vrai dire, ces mêmes dirigeants communistes chinois, qui encouragent les actions des terroristes mulellistes, s'opposeraient à ces derniers, non pas par des simples déclarations, mais par des canons.

Il est évident que la Nation Congolaise, déjà expérimentée par les événements d'avant et d'après l'indépendance, ne peut rien attendre de bon de Pékin et moins de Moscou. Ces pays peuvent se servir de nos compatriotes pour nous coloniser dans les années à venir, ils doivent s'attendre à une résistance, non organisée de l'extérieur par les Américains ou par les Belges, mais bien organisée au sein même de la population saine congolaise.

POURQUOI VERSER OU FAIRE VERSER LE SANG ?

Les Congolais, ou pour bien dire, certains Congolais, sont souvent dupes de la propagande savamment orchestrée par les étrangers, et plus particulièrement par les pays communistes ou communistes.

On les drogue, on les soumet à l'initiation, et d'un coup ils deviennent invulnérables. Ils s'en vont en guerre, ils tuent et on les tue. Le malin de Pékin rit et dit : « comme ils sont bêtes, ces malheureux noirs ».

Ceux qui se battent, du moins les militants, ne savent pourquoi ils se battent exactement. On leur a promis des miracles, mais ces miracles les conduisent au tombeau, à la misère.

Il est bien entendu que pour qu'une révolte ou une révolution éclatent, il doit y avoir une cause, une origine.

Or pour porter des remèdes aux solutions des problèmes du jour, les discussions doivent se dérouler dans l'entente et la compréhension. Pourquoi alors, pour réclamer une amélioration sociale, faire verser le sang ? Pourquoi pour se hisser au pouvoir, faut-il liquider par tous les moyens, les hommes au pouvoir en se servant des armes si cela s'impose ?

La violence n'arrange rien de bien ni de durable, puisqu'elle appelle toujours une contre-violence qui fait également des victimes, même parmi les innocents.

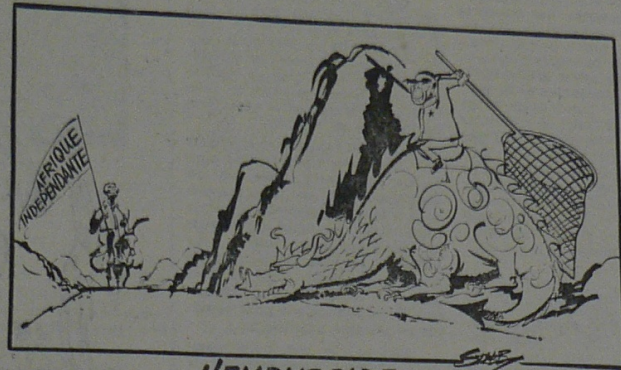
Si les communistes veulent s'attirer les sympathies des Noirs, c'est leur droit. Mais cela ne nécessite pas qu'une attaque ouverte soit dirigée contre un peuple ou un pays déterminé, et, a fortiori, contre les autorités légalement installées du pays dont il veut l'amitié.

Voulez-vous rendre un pays votre fidèle et allié sûr ? Ne commencez pas alors semer des mesententes et des inimitiés entre les nationaux de ce pays ; ne transplantez pas vos querelles nationales et internationales sur leur sol. Oubliez-vous qu'ils ont aussi des yeux et des oreilles pour vous voir, vous écouter afin de vous juger ?

Enfin, que les Chinois Communistes de Pékin s'en prennent à Adoula, parce qu'il a le nom du Congo, il a accepté librement l'aide américaine et onusienne, qu'ils veulent que le Congo soit encore mis en feu, pour être éventuellement laissé entraîné par des propagandes mielleuses communistes, tant pis.

Qu'ils sachent seulement que les Congolais sont encore capables, malgré tout, de résoudre à l'amiable, leurs problèmes, par eux mêmes ; que leur regroupement en une nation unie, solide et prospère n'est pas un vain espoir, si ses chefs ne se laissent point influencer de l'étranger, surtout par de mauvaises idéologies subversives et nuisibles.

Le Congo ne demande à la Chine Populaire qu'une chose : qu'on le laisse tranquille et que Pékin limite ses influences à d'autres pays qui se sont laissés induire en erreur par les russes communistes colonialistes.



L'EMBUSCADE

endommagé ; (n.d.l.r. c'est très bien cela. Que ceux qui ont perdu leurs biens, leur vie, leurs membres de famille ou leurs amis au Kwilu et dernièrement au Kivu-central, commencent à rédiger une note de déclaration réclamant les indemnités de dommage-intérêt, à l'attention de M. Mulele qui se cache sur les collines dans le Kwilu et au Comité de Libération de Brazzaville, et tout cela, sous le couvert du grand patron « CHINE POPULAIRE COMMUNISTE, à Pékin »).

- 5) ne pas frapper ou injurier les autres ; (n.d.l.r. ici c'est plus fort : les techniciens étrangers, les missionnaires blancs, les milliers de villageois exterminés par les mulellistes sont morts suite à une parole amable et à une accolade fraternelle et patriotique entre mulellistes et non-mulellistes).
- 6) ne pas déduire ou abimer les champs des villageois ; (n.d.l.r. C'est bien dit : saccager, incendier, détruire, ce sont des synonymes chez les camarades de Pékin).
- 7) respecter les femmes et ne pas leur faire outrage ; (cela laisse-t-il entendre que les terroristes mulellistes, sur leur passage, ne violaient pas les femmes ou les massacraient ? Ce serait un miracle formidable auquel on ne peut s'attendre).
- 8) ne pas maltraiter les prisonniers de guerre ni leur confisquer ou s'emparer de leurs effets personnels tels que bagues, argent, montre et autres objets ; (n.d.l.r. qui est encore vivant qui a été fait prisonnier par les terroristes mulellistes ? Et qui ne doit pas la vie à l'intervention de l'A.N.C. secondée par la population qui était restée, malgré les multiples tortures, fidèle à la loyauté ? Et si on ne libère pas la vie d'un prisonnier innocent, comment peut-on respecter ses effets personnels ? Oui... tout est compris.

SI LES MULELLISTES OPERAIENT EN CHINE POPULAIRE...

Celui qui connaît ce que font les mulellistes, ce qu'ils commettent dans les régions visitées par eux, ne peut parler de loyauté et de patriotisme de leur part.

vres et aveugles militants, semer la terreur, la panique, détruire tout, massacrer tous ceux qui ne sont pas leurs partisans, incendier tous les établissements d'intérêt social et économique, après avoir chasser, voire tué, ceux qui s'en occupent. Ainsi, le chaos régnant sur toute l'étendue du pays, l'introduction d'un nouveau régime, est aisée. Et pour nos amis rouges, il est inévitable que ce régime soit communiste qui laissera libre entrée au Congo aux citoyens de Moscou et de Pékin.

... ILS S'OPPOSERAIENT A EUX PAR LES ARMES

La mauvaise volonté de « Pékin Information » est patente. Les pauvres villageois de Kwilu, dont beaucoup de familles entières ont péri, qui crèvent de faim, sont dépourvus des soins médicaux, n'ont plus d'école pour l'instruction de leurs enfants, n'ont plus de travail et ne cultivent plus par manque de sécurité, etc... ces villageois-là ne peuvent plus croire que la lutte armée mulelliste est patriotique. Il est indiscutable que ce combat « populaire » si l'on veut employer les mots de « Pékin Information », est anti-patriotique.

QUE PEUT ATTENDRE DE BON LE CONGO DE PEKIN ?

Une fois que les mulellistes auront fait « haut les mains », car ils seront obligés de le faire tôt ou tard, comment la situation sociale et économique du Congo pourra-t-elle se normaliser et se rétablir dans les régions ravagées par les guerriers de Mulele ?

Sont-ce les Chinois de Chou En-Lai qui enverront la nourriture aux orphelins, aux familles éprouvées congolaises ?

Sont-ce les amis communistes chinois qui encouragent le groupe de Brazza à renverser les autorités gouvernementales du Congo pour instaurer le régime totalitaire, qui nous enverront des honnêtes techniciens, des ingénieurs pour reconstruire les bâtiments détruits par les terroristes mulellistes ?

Sont-ce les médecins communistes chinois qui viendront remplacer les « honnêtes sœurs infirmières » et les médecins étrangers chassés dans les régions dans lesquelles le mulellisme s'est fortement introduit ?

Sont-ce les pauvres ouvriers communistes, esclaves et victimes du régime totalitaire, qui vont ar-



LES MULELLISTES, BONNETES ET PAISIBLES

Comme il est d'habitude chez les propagandistes rouges, le rédacteur de « Pékin Information », après avoir fait des éloges aux mulellistes pour leur « héroïsme et dignité », cite d'autres caractéristiques, non moins flatteuses de ces « forces populaires pendant les opérations militaires ». Les rebelles,

Toux bronchiale quintes d'asthme et de toux

vaincues en 30 secondes. Remède étonnant, les comprimés DO-DO renommés dans le monde entier, soulagera immédiatement toute quinte de toux. Un seul comprimé DO-DO avant le coucher vous assure une nuit paisible ; un comprimé DO-DO avant le lever vous évite sans crises. DO-DO réussit à soulager les autres remèdes ont échoués. Procurez-vous immédiatement les comprimés DO-DO chez votre pharmacien.

En reportage à Nya-Ngezi

Ou nous marchons sur Kamaniola... ... ou nous rentrons chez nous !

Mercredi une occasion nous a été donnée de nous rendre à Nya-Ngezi pour nous rendre personnellement compte de l'évolution de la situation dans la région.

La première information qui nous fut communiquée émanait de la Mission Catholique ; elle fut confirmée par la Police : l'alerte avait été donnée mardi soir annonçant que le village de Kanjebege dans la région de Nya-Ngezi avait été attaqué par une bande de voyous dits « jeunesse muleliste », qui, après avoir volé une quarantaine de vaches, ont tiré trois coups de feu afin de terrifier les villageois qui se mettaient à leur poursuite. Les guerriers bashi, secondés par la police et l'ANC a mis en déroute la bande et le chef, de cette soi-disant « jeunesse », un certain « Mahama » a été arrêté et se trouve entre les mains de la Police.

Après la Mission, nous pûmes passer quelques secondes avec des militaires et le chef de l'opération

guerrière, M. Nyamugusha, grand notable et membre du collège permanent de la chefferie Ngweshe, qui a été délégué par le Régent Abraham Lwanwa pour rester avec les guerriers bashi qui sont au nombre de plus de quatre mille et qui stationnent à Nya-Ngezi.

L'impression que nous ont laissée ces courtes conversations est que, et les guerriers et les militaires sont impatients d'aller à l'attaque. Ils nous ont demandé d'être leur interprète auprès des autorités du Gouvernement pour que l'attaque systématique soit immédiatement déclenchée. « Car, nous confiait M. Nyamugusha, on en a assez des taquineries des mulelistes qui ont déjà, à trois reprises, essayé d'envahir la région de Nya-Ngezi ou de piller, mais heureusement ils ont trouvé ici des hommes prêts à verser leur sang pour protéger leur pays.

« Si le gouvernement, précisait encore le grand notable, ne nous autorise pas à attaquer, pour qu'une fois pour toujours nous puissions mettre fin à la folie des mulelistes, que ce gouvernement nous dise de rentrer chez nous. Nous sommes décidés à marcher directement sur Kamaniola, fief du mulelisme, et si le gouvernement nous empêche, il n'a qu'à nous dire alors de regagner nos collines paisibles de Ngweshe ».

(Suite en page 7)

Ou nous marchons sur Kamaniola ou nous rentrons chez nous !

(Suite de la page 1)

LASSITUDE ET INQUIETUDE

En effet beaucoup d'habitants se montrent fatigués et inquiets de cet état d'alerte permanent qui les oblige à tout moment de rester en veille. Toutefois le marché de Nya-Ngezi est ouvert, les gens vont aux champs. La vie estudiantine à l'école primaire semble pourtant paralysée, puisque plus de deux tiers des écoliers sont absents.

Plus les guerriers s'impatientent, plus les militaires et les policiers attendent que l'ordre leur vienne des instances supérieures, plus la région s'énerve, et il y a un danger certain que le tout ne tourne mal, si les autorités ne marchent pas vite.

Tous, et plus particulièrement les guerriers qui ne veulent pas que leur Bushi tombe sous le mulelisme, sont prêts à faire des sa-

crifices, même de leur vie. Qu'un mot vienne du pouvoir de la province et du gouvernement central, et ils s'en iront tous à la guerre pour défendre la cause nationale.

La présence des guerriers coutumiers fait un grand bien: les mulelistes qui viennent d'Uvira redoutent, en effet, cette force gigantesque des hommes qui veulent mourir pour leur sol.

Nous ne pouvons terminer ce court texte sans formuler les vœux d'ailleurs fondés, des forces de l'ordre et des guerriers qui désireraient que ceux qui détiennent le pouvoir autorisent vite l'attaque et se rendent souvent à Nya-Ngezi pour remonter le moral. Chaque minute d'attente et d'hésitation élargit le terrain du mulelisme au Kivu.

G. R.

Voyage en Europe

PAR LE CHEMIN DES ÉCOLIERS

UN REPORTAGE DE Gervais RUBANGO

La semaine passée un de nos rédacteurs, Gervais Rubango a entrepris un voyage de reportage vers l'Europe. Profitant de ses courts séjours à Stanleyville et à Léo, il nous a envoyé ses impressions passagères sur ces deux localités congolaises. Nous pensons que la publication de ses textes ne manqueront pas d'intéresser nos lecteurs qui pourront se faire une idée générale sur Stanleyville et Léopoldville grâce à l'œil d'un kivutien de passage.

A STANLEYVILLE

Quittant Bukavu le 5 juillet 1964, notre DC3 fait une courte escale à Goma. Ici, à l'aérodrome du moins, tout laisse comprendre que la situation est normale. On bavarde quelques minutes avec les militaires, on échange des sourires et même ces derniers rendent gentilleme^{nt} quelques sourires. Tant mieux !

Le voyage continue et bientôt l'appareil se pose sur l'aérodrome de Kisangani apparemment différent de

celui qu'on vient de connaître il y a quelques jours après la tentative d'une émeute de la Jeunesse qui a essayé d'attaquer une garnison de l'ANC.

Nous sommes dimanche mais partout on entend parler du référendum et du couvre-feu qui ennuie généralement la population stanleyvilloise renommée pour son ambiance. On parle également du ministre d'Etat, de la découverte d'armes dans une commune, etc.

(suite en page 3)

is Voyage en Europe

par le chemin des écoliers

UN REPORTAGE DE Gervais RUBANGO

(suite de la page 1)

DES CONTRADICTIONS DE PART ET D'AUTRE

On sait que le ministre d'Etat dans l'ex-Province Orientale qui avait été pompeusement reçu à Stan n'a pas tardé à se mettre en conflit avec le gouvernement provincial du Haut-Congo dont le chef-lieu est à Stan même. Suivant des informations reçues de milieux politiques il paraît qu'il est question que M. Weregemere se serait compromis en faisant de la propagande pour le « non » au référendum et en décrétant un couvre-feu non motivé.

Un fait est certain : un conflit ouvert s'est engagé entre les deux pouvoirs. M. Weregemere avait décrété un couvre-feu à 18 h. Le gouvernement provincial de Stan l'a reculé à 20 h, puis à 22 et finalement à 24 h. La population en est très contente.

Presque tous les membres du gouvernement se livrent à la propagande en faveur du référendum et le résultat en est que le « oui » l'emporte par 85 pour cent.

Mais le gouvernement n'a pas à faire face qu'au ministre d'Etat, car récemment une palabre s'est ouverte entre le gouvernement du Haut-Congo et certaines autorités militaires. Pour apaiser les esprits, il a fallu l'intervention de M. Nendaka, administrateur en chef de la Sûreté Nationale qui a dû venir sur place. Signalons cependant que l'abcès n'est pas encore guéri si nous nous basons sur les déclarations du Président Aradjabu.

Dans l'avion conversant avec une haute personnalité politique du Radeco nous apprenons que parmi les responsables des crises stanleyvilloises, il y aurait certains membres du gouvernement central sortant, des sénateurs et des députés honoraires, des membres du gouvernement du Haut-Congo, le président et ses ministres de l'Intérieur et de la Jeunesse et Sport entre autres. Notre interlocuteur a ajouté que la population était généralement contente de M. Weregemere grâce à qui on a évité le pire. « La mésentente entre le ministre d'Etat et le gouvernement du Haut-Congo, a terminé le leader de Radeco, a sa source dans la méconnaissance de l'autorité de M. Weregemere, qui tenait tout-fois à s'imposer en tant que représentant du Pouvoir Central ».

En outre, tandis que le gouvernement de Stan n'exprimait sa fierté pour le déroulement de vote du référendum, mon ami de Radeco m'a confié que le référendum a été saboté et par les chargés régionaux du référendum, ceux-ci ayant commencé trop tard la propagande (deux jours avant seulement) et également par certains membres du gouvernement qui ont mené une campagne contre ce référendum. C'est ainsi ajoutait-il qu'un ministre a été récemment arrêté et relâché après quelques heures par un chef de poste de l'Intérieur pour y avoir fait une campagne subversive.

Pour notre leader de Radeco, le pessimisme n'est pas douteux : «Après la clôture du référendum, nous affirme-t-il, vous verrez que peu ont voté parce qu'ils n'ont pas été avertis à temps ».

A qui prêter l'oreille? En quoi croire? Nous ne le savons pas pour le moment, tellement les déclarations sont contradictoires suivant les intéressés.

STANLEYVILLE, CURIEUSE VILLE

Nous voulons connaître plus. En compagnie d'un collègue nous rendons chez le Président Aradjabu

qui nous reçoit en toute simplicité.

Bien que grinçant parfois à cause de ses douleurs, le Président Aradjabu sans rechercher ce qu'il doit nous dire à nous étrangers à Kisangani, nous confie :

« qu'une partie des armes volées — soit 36 fusils et un demi-fût de cartouches — a été retrouvée à la commune de Kibondia;

qu'il avait été prévenu par le quartier général du 5^{me} groupement de cette importante récupération mais qu'aucun rapport écrit relatant les circonstances de celle-ci ne lui est parvenu à ce jour. La ni de la Sûreté provinciale ni des autorités compétentes en la matière.

Malheureusement, comme le Président souffrait, nous ne pourrions le retenir longtemps.

Nous allons directement à l'Intérieur pour contacter le Ministre Basoko qui bien volontiers nous autorise de l'accompagner à la Radio où il va faire une déclaration importante.

Il fait un appel au référendum. Et c'est ici que nous nous rendons compte que Stanleyville est une curieuse des villes congolaises. Le ministre Basoko déclare solennellement que « le gouvernement, pour sa part, a décidé que la journée du mercredi 8 juillet serait chômée pour permettre à tous les hommes âgés de 21 ans accomplis de participer au référendum » Et le ministre de l'Intérieur d'enchaîner :

« Tous les hommes se rendront obligatoirement aux urnes. Les bars seront fermés jusqu'à 16 h. Ceux qui auront voté pourront circuler librement sur les places publiques, munis de leurs pièces d'identité portant le cachet du référendum populaires ».

Si nous comprenons bien, à Stan les votes ont été obligatoires et forcés. Ce qui est assez curieux pour un visiteur. C'est que ni les politiciens, ni les journalistes, ni la masse, n'ont pas protesté ni réagi. Tout le monde a obéi spontanément à l'ordre de M. Basoko et ne parle plus du référendum, l'affaire étant classée.

IMPRESSIONS GENERALES

Quand on arrive à Stanleyville on se demande dans quelles atmosphères l'on va tomber: banditisme? taquineries provocatrices? tension politique? troubles, etc?

Une bonne partie de la population masculine porte la barbiche en l'honneur et en souvenir du feu Lumumba qui recueille ici l'estime de tous.

A part quelques énergumènes qui cherchent à profiter de l'anarchie, tout le monde est maintenant convaincu que l'excitation à la violence n'améliore point la vie des hommes. On commence à se méfier des politiciens qui n'ont comme arme que leur seule «gucule». «Les politiciens, nous a confié un homme de la rue, nous ont trop promis et finalement ils n'ont rien réalisé si ce n'est que nous jeter dans la misère. Ce qui nous intéresse maintenant, c'est du travail.»

A certains Européens de la ville auxquels nous avons posé la question de savoir ce qu'ils pensent de l'avenir de l'Ex-Province Orientale et de leur situation (sécurité), ils nous ont répondu qu'ils sont déjà habitués à la vie stanleyvilloise qui a connu des troubles même avant l'indépendance, vie entrecoupée souvent par des troubles et trébouillons brusques imprévus, mais qui, heureusement, connaissent une courte durée.

Quittons maintenant Kisangani pour jeter un coup d'œil rapide à Léopoldville avant de voler vers l'Europe.

(à suivre)

Voyage en Europe par le chemin des écoliers (2)

UN REPORTAGE DE Gervais RUBANGO

LEOPOLDVILLE (suite)

Après 3 heures 40' de vol notre oiseau métallique se pose sur l'aérodrome de Ndjili. Tout le monde se presse parce que le couvre-feu commence à minuit.

Dès qu'on pénètre en pleine ville, on est assailli par des questions. Si c'est un originaire de l'Est il vous demande jusqu'où arrive le mouvement muleliste au Kivu et au Nord-Katanga. Si c'est un autre, il vous pose la question sur ce qu'on dit de Tshombe, si celui-ci est arrivé ou non ! Mais le sujet d'actualité qui préoccupe tout le monde est la désignation des membres du gouvernement central provisoire. Rappelons donc que nous étions ce jour-là le 9 juillet. Partout c'est l'impatience. Dans des quartiers ou dans des habitations, des prises de contacts, des consultations ou des démarches pour faire accepter telle candidature et faire échouer une autre. On se débat et il n'a pas été rare qu'on entende certaines personnes qualifier Tshombe d'incapable ou de défallant, puisqu'il ne présentait pas vite sa liste. Mais, à vrai dire, le gouvernement devait être formé après la clôture des votes du référendum.

Enfin, outre cela, Tshombe a présenté sa liste jeudi et les nouveaux ministres ont prêté serment vendredi 10 juillet. Est-ce pour cela que M. Adoula, Premier ministre sortant n'a pas voulu apposer sa signature à l'ordonnance de nomination parce que la procédure légale n'a pas été acceptée ? Qui le sait ? Mais un fait est connu : M. Adoula s'est absenté de Léo durant la journée de jeudi pour réapparaître vendredi pour une conférence de presse.

TSHOMBE A EU CHAUD

Revenons en arrière.

Tshombe a fabriqué plusieurs listes qu'il devait par la suite refondre et remanier. La cause ? Les partis politiques, les syndicats et qui savons-nous encore, voulaient lui imposer leurs directives. Bon nombre de ceux-ci l'obligeaient à gonfler son cabinet ou réserver priorité à tel cartel au détriment d'un autre.

Signalons par exemple que le CDA dont Tshombe fait partie, a risqué d'éclater dans la course au pouvoir. Trop de candidats pour peu de postes. Il y a également RADECO très froissé parce que la candidature de Mme Tshibuyi au ministère des Affaires Sociales a été écartée expressément en dernière minute parce qu'elle était une « femme ». Le résultat en est que M. Adoula, président national de RADECO, a déclaré au cours de sa conférence de presse du 10 juillet que bien que le RADECO ne formait pas l'opposition, il pouvait se réunir pour réexaminer le cas du « ministre Madame » et que s'il n'était pas satisfait, pourrait éventuellement refuser sa collaboration au gouvernement Tshombe.

M. Tshombe a connu le désarroi. C'est lui-même qui a dit aux journalistes : « Je croyais travailler, au cours de mes consultations, avec des gens désintéressés mais ce n'étaient que d'éternels insatisfaits qui voulaient que je gonfle démesurément mon gouvernement pour des raisons qu'il est très facile à deviner ».

LE GOUVERNEMENT EST LÀ...

En fin de compte, le gouvernement provisoire a été constitué et a prêté serment.

Des critiques ne manquent pas ! On reproche à M. Tshombe d'avoir été très égoïste et gourmand. « Il s'est attribué trop de postes », dit-on souvent.

Mais la satisfaction générale est plus marquante. Un ami nous disait qu'en réduisant le nombre des ministres aux onze unités, Tshombe diminuait les occasions de vols et d'abus et favorisait l'austérité qui a toujours été prônée.

Un autre, un travailleur Mukongo, auquel nous avons demandé ce qu'il pensait de Tshombe, nous dit carrément que, lui, était très content, car il espérait qu'avec Tshombe le pays retrouverait sa richesse à l'exemple du Katanga pendant la sécession.

Maintenant que ce gouvernement est constitué, il lui resterait à méditer les dernières paroles du grand conquérant Frédéric le Grand qui disait : « Je suis las de régner sur les esclaves ». Autrement dit pour notre nouvelle équipe : « Il ne vaut pas la peine d'accepter les honneurs et les portefeuilles si nous devons continuer à gouverner éternellement une population pauvre, affamée, une population sans travail, une population dont l'insécurité est devenu pain quotidien. »

... AVEC TSHOMBE TRIOMPHATEUR

Dès son arrivée à Léo, Tshombe a suscité beaucoup de manifestations d'enthousiasme de la part des Kinois. Partout où il passe, il est acclamé. Tshombe lui-même n'a pas raté l'occasion qui lui était offerte pour exploiter le culte de sa personnalité. Après la prestation du serment, revenu à la résidence présidentielle, Tshombe très souriant, a salué de deux mains levées la foule, puis a rejoint les deux poings, les a éloignés après pour les secouer et les agiter fortement finalement. Cela s'est répété à trois reprises avec les fantaisies et comédies qu'on connaît aux hommes politiques.

Chaque geste a tout de même un sens :

- 1) Salut avec les deux mains levées : joie et bonheur de se retrouver parmi ses compatriotes. C'est sa raison.
- 2) Joint des deux mains : réconciliation. Tshombe qui a prêché la réconciliation se serait peut-être inspiré d'un proverbe de la Côte-d'Ivoire qui dit que « Mame quand votre conteau vous coupe, vous le gardez dans l'aisselle ».

Il reste alors aux bénéficiaires de l'amnistie générale à faire montre d'un bon sens : qu'ils ne recommencent mais au contraire ils se mettent à la reconstruction du pays.

- 3) Secousse des deux poings fermés : Tshombe, l'homme fort. Ici, le leader katangais a ses raisons : acclamations, applaudissements, etc.

Et ici, en terminant nous souhaitons bon succès au nouveau Premier Congolais. Mais nous n'oublions pas de lui conseiller qu'il garde toujours présente la vérité qui fait que les dieux distillent dans nos triomphes l'appât qui nous attire vers notre fatal déclin.

(A suivre)

Le Congo et l'Allemagne

Bien que l'Allemagne soit pré-occupée par les problèmes cruciaux de sa réunification et la réinstauration de la liberté chez ses citoyens de Berlin-Est ainsi que les autres Allemands de la République Démocratique Allemande soumis au régime soviétique; bien que Bonn se débâte pour participer activement dans la construction d'une Europe unifiée et forte liée à l'Amérique libre, les économistes et sociologues allemands vivent et suivent avec intérêt le développement des événements congolais et se demandent jusqu'à quand le riche Congo continuera à souffrir d'une part des blessures pratiquées par ses propres enfants, et d'autre part de la convoitise diabolique des autres pays y compris même les pays africains, convoitise qui a été parfois cause de ses malheurs internes.

Profitant de notre court séjour en Allemagne, nous avons pris contacts avec certains hommes politiques porte-parole de l'opinion des deux grands partis politiques ouest-allemand, nous avons eu des entretiens avec des journalistes allemands et aussi des directeurs et rédacteurs des revues étudiant les problèmes politico-sociaux et économiques des pays africains. Et en dehors de nos visites, quelquefois le hasard nous a fait croiser des étudiants africains auxquels les questions congolaises ne sont pas étrangères.



C'est dans la franchise et la simplicité que nous avons engagé les discussions, que nous avons questionné les uns aux autres. Le premier interlocuteur dans les questions congolaises que nous abordons fut le directeur de la re-

vue « Afrika » qui nous déclara: « C'est avec bienveillance que j'ai suivi le développement des événements du Congo depuis son indépendance, développement qui a provoqué des regrets de ce que bien qu'en réalité les Belges aient fait beaucoup de bonnes choses dans le domaine social, ils n'ont pas suffisamment préparé les Congolais aux nouvelles responsabilités qui les attendaient dans un Congo indépendant et abandonné brusquement par les tuteurs ». Et ce fait, pour le responsable « Afrika » a milité en faveur de la sécession katangaise. Il condamna également l'ONU qui n'a pas toujours rempli sa délicate et difficile mission au Congo.

« Comme la solution générale était de sauvegarder l'intégrité du territoire congolais, a-t-il enchaîné le gouvernement fédéral allemand a soutenu M. Adoula dans ses efforts pour le développement économique qui permettrait au Congo de survivre après le départ de l'ONU ».

« Il est triste, reprit le cerveau de « Afrika » qu'Adoula n'eût pas le temps nécessaire pour réaliser son programme. Maintenant si Tshombe poursuit la même ligne de conduite, il pourra être sûr de notre soutien tant moral que matériel. Comparant les possibilités de réussite, M. Schraa (de « Afrika ») nous a confié qu'il pensait personnellement que le ciel souriait plus à M. Tshombe à cause de ses relations avec l'U.M.H.K. qui est une force réelle de l'économie congolaise, si du moins l'U.M.H.K. est assez compréhensive et prudente de laisser Tshombe « indépendant » et ne se mêler point aux problèmes intérieurs du Congo,

(Suite en page 10)

(Suite de la page 1)

travaillant ainsi pour l'intégrité de la République plutôt que pour d'autres sécessions éventuelles.

L'éditeur de « Afrika » est convaincu que la désignation de Tshombe comme informateur, formateur et finalement Premier ministre était le dernier moyen que Kasa-Vubu disposait pour sauvegarder l'intégrité du Congo et ce qui reste de son économie. « Il est alors nécessaire », conclut M. Schraa, à Tshombe de se libérer de l'image de l'UM.H.K. derrière lui et de ne pas se laisser considérer comme un « vendu à une puissance étrangère ».

Traitant ensuite d'autres personnalités influentes congolaises, il nous a été laissé entendre que si Kasa-Vubu a été handicapé parfois par diverses difficultés dans l'exercice de son pouvoir comme Chef de l'Etat, jusqu'à ce que certaines personnes le qualifient dans un certain sens de « passif et indifférent, de chef impuissant et non autoritaire », c'est uniquement à cause de la faiblesse de quelques passages de la Loi Fondamentale par laquelle le Congo est régi jusqu'à maintenant.

Pour le général Mobutu, le responsable de « Afrika » le trouve « un soldat excellent, un commandant idéal » mais sur lequel le Chef de l'Etat doit exercer un contrôle serein et vigilant. Et ce ne doit pas seulement figurer dans les textes de la nouvelle constitution car ses principes doivent être réalisés.

M. Schraa admet toutefois que si Mobutu a été parfois objet des critiques de la part des politiciens et de certains pays d'être parfois plus politique que militaire, ces allégations n'ont pas de fondement solide. Il explique que le général a été forcé de prendre certaines mesures dans des cas particuliers et urgents à cause de la faiblesse ou la discordance entre les membres des gouvernements provinciaux et central. « Cela était indispensable et inévitable », conclut-il. C'est pour cela que le gouvernement Tshombe doit être fort et solidaire. Pour dissiper toute équivoque, M. Schraa devait terminer: « L'Allemagne Fédérale ou plus exactement les Allemands de l'Ouest ne soutiennent pas les personnalités congolaises en tant qu'individus », car pour eux, ce qui compte, c'est la politique de la recherche de l'épanouissement de l'Afrique et du Congo dans tous les domaines dans l'ordre et la tranquillité ».

Les points de vue de M. Schraa

LE CONGO ET L'ALLEMAGNE

devalent être confirmés bien que d'une façon moins claire et moins précise, par le Dr Pettenberg, représentant du Parti Chrétien Démocrate à Bonn et également par M. von Loeben de la société Germano-Africaine.

Dans la même voie nous échangeâmes des vues sur les problèmes congolais avec le directeur du bureau politique du Parti Social Démocrate, parti de l'opposition. Ce dernier ne s'écarte en rien de ce que nous avions déjà entendu. Il a ajouté par contre qu'il fallait de toute façon combattre le communisme au Congo, communisme qui n'introduit que chaos et dictature et privation de l'auto-détermination du peuple pour sa destinée. Bien entendu, a-t-il terminé, il ne faut pas accorder au Congo des privilèges particuliers à des puissances et sociétés étrangères, car le Congo a besoin d'aide, d'une grande aide, mais bien d'une aide désintéressée.

A Hambourg, notre dernière escale en Allemagne, tout en répétant ce que les journalistes et politiciens allemands précédents nous avaient déjà confié, M. Dülken de « Die Welt », le Dr Jochimsen de l'Office de Presse Officielle du Sénat de Hambourg et le Dr Voss des « Archives Africaines » nous confiaient personnellement que vu le passé colonial du Congo, ce pays devait s'attendre à une crise politique certaine qui influencerait l'économie et la vie sociale, mais que cela ne devait pas mener à un découragement et à un désespoir: « le Congo est riche et son avenir est prometteur ».

L'économie s'améliorera après la stabilisation et l'organisation politique, nous a dit le chef de la Presse du Sénat de Hambourg, car le Congo, n'a pas encore perdu toutes ses chances et il est même en avance comparativement à certains autres pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Des bases économiques qui permettront de relancer l'économie du Congo pour que celui-ci soit un partenaire très important et puissant dans le commerce mondial et extérieur, existent déjà affirma-t-il, en enchaînant que réellement pour arriver à cet épanouissement évident de l'économie, il faut que le commerce et l'échange soient libres à l'exemple de Hambourg, ville libre et port ouvert.

Le rédacteur de « Die Welt » regretta amèrement l'absence du Congo à la conférence panafricaine du Caire à cause de l'ingérence de certains pays africains dont, en tête, le Mali, la Guinée et le Ghana, dans les affaires intérieures du Congo. « Ces pays qui redoutent les richesses et les forces du Congo si elles sont utilisées, nous a-t-il déclaré sans la moindre hésitation, veulent se montrer devant les yeux du monde international comme les plus importants « porte-parole » de toute l'Afrique ».

Pour le reste du problème congolais, tant chez les Allemands que chez les Africains de l'Allemagne de l'Ouest on rencontre des diver-

gences de points de vue quant au régime politique qui serait applicable au Congo pour l'intérêt capital et du pays et de la population. Certains africains préconisent un état unitaire totalitaire, mais pas entre les mains ni de Kasa-Vubu, Adoula, Tshombe et Mobutu, tandis qu'une autre partie d'Africains épousent le « fédéralisme » qui est soutenu par une grande partie d'Allemands étant donné que le « Congo unitaire comme l'envisage le Mali, le Ghana, la Guinée, etc. est irréalisable pour le moment, étant donné que l'éducation et la conscience nationales ne sont pas encore profondes et solides dans les âmes africaines et que le

Congo est trop vaste à multiples tribus, ethnies, langues, coutumes, traditions et mentalités qui ne se marient pas tous les jours ou qui se réconcilient très difficilement.

En tous les cas la désapprobation de la subversion et de la rébellion est générale et unanime entre tous les Allemands et les Africains de l'Allemagne de l'Ouest. Car les révolutions ont toujours succédé aux révoltes et que les gouvernements issus des révolutions y ont combattu à leur tour étant donné que la licence de détruire suppose qu'on puisse être soi-même détruit et qu'aussi lorsqu'on veut renverser quelque chose que l'on craint mauvais il faut être capable de mettre à la place quelque chose de meilleur, ce qu'on ne pourra pas lorsque des larmes et le sang ont coulé.

Gervais RUBANGO

Voyage en Europe par le chemin des écoliers

ALLEMAGNE RENAISSANTE ET FLORISSANTE (3)

UN REPORTAGE DE
GERVAIS RUBANGO



D. Gerhard Schroder, ministre fédéral des Affaires Étrangères

vous voyez sur notre photo, un missionnaire au cœur d'après nous reçoit très cordialement. Le Centre St Jean est très moderne et d'un confort remarquable. Il est vaste, 115 étudiants et étudiantes y logent en grande famille avec un règlement dicté uniquement par la « loi de la morale ». Ce Centre est géré par la Congrégation de la Société de Jésus et a été inauguré le 1er mai 1963. Sa construction a été financée par l'Etat Fédéral, l'Etat de la Bavière et les Œuvres Pontificales de Rome, chacun pour une part d'un tiers.

Les dirigeants des foyers pour étudiants sont tous contents et fiers de résultats positifs de l'initiative de la création de tels centres depuis 8 ans d'expériences, car cela a rapproché et uni les nations, et a permis aux jeunes de se connaître mieux.

Il serait ici ingrat de notre part de ne pas remercier spécialement la religieuse chinoise qui nous a préparé un repas combien copieux à la mode chinoise.

SPECIALITES BAVAROISES

Dès que l'on met son nez dans le centre de Munich, on est surpris d'abord par les constructions : toutes ont l'air d'appartenir à une même date : pas modernes, pas vieilles non plus ! Cela nous est finalement expliqué : Munich qui était en effet une petite ville a été détruite pendant la dernière guerre mondiale pour 36% et l'affluence des réfugiés est-allemands a nécessité son agrandissement et a en même temps favorisé le développement de l'industrie. Ainsi, en général, la majorité des bâtiments datent de la période de l'après-guerre 40-45. Munich est industriel. Le Congo qui emploie les appareils électriques Siemens (Radio, Téléphones, Télec etc.) en est convaincu.

Munich est une ville amusante et comique. Elle a ses fêtes traditionnelles uniques au monde. Ne citons, en passant, que le festival de la bière en octobre qui a fait de Munich la « Capitale de la Bière », festival qui attire chaque année quelque 4.000 Américains, Anglais et autres. C'est ainsi qu'un énorme bâtiment en pleine ville, est réservé à la consommation de la bière « par litres » tous les jours, tous les soirs. Et c'est curieux : dans ce « palais de la bière » tout le monde est gai, joyeux et enthousiaste. « Il faut boire son litre après une journée de fatigue, disent innocemment les Bavarois.

L'Etat de la Bavière attire enfin les touristes pour ses nombreux musées, monuments et châteaux.

Mais la Haute-Bavière, pays de lacs et de montagnes est encore plus singulière. L'appellation « Haute Bavière » désigne cette région qui, au Sud de Munich, part d'un relief typiquement pré-alpestre pour s'élever progressivement, par des hauteurs aux profils adoucis, aux puissantes chaînes de hautes montagnes qui se dressent au loin sur le fond gris bleu de l'horizon. De vertes chaines de collines y alternent avec des cimes boisées, entrecoupées par des escarpements rocheux. C'est en Haute Bavière que l'on découvre le château de Linderhof construit par le roi Louis II. Ce roi qui se voulait toujours solitaire et qui n'avait connu ni amitié ni consolation. Nous aurions froissé les Bavarois si nous avions oublié de signaler que Munich est un centre universitaire et scientifique : il a l'Université Louis-Maximilien, la plus grande d'Allemagne, l'Ecole Polytechnique, l'Ecole Bavaroise des Beaux-Arts et le Conservatoire national de Musique.

Voilà ! Au revoir Munich avec vos autorités dignitaires, votre population gaie et hospitalière et votre Centre d'Accueil de la Chancellerie qui a, en Bavière, rendu notre visite agréable et instructive.

Gervais RUBANGO

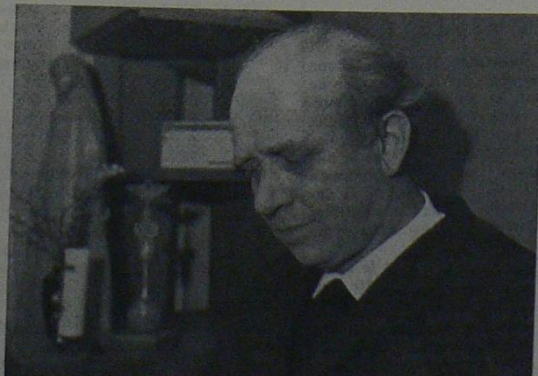
gouvernement et leur assemblée qui jouissent également d'une semi-autonomie vis-à-vis de l'Etat et qui gèrent les biens communaux.

Pour ne pas nous perdre dans les structures ouest-allemandes qui sont une réelle labyrinthe, faisons le tour du pays, après avoir signalé que Berlin, divisée en deux zones, jouit d'un statut spécial. Nous terminerons cette introduction en donnant les vues générales sur la vie politique, sociale et économique de l'ensemble de l'Allemagne de l'Ouest face au monde et face à l'autre partie de l'Allemagne de l'Est.

MUNICH : CAPITALE DE LA BIÈRE

Après une quarantaine de minutes de vol, notre Panam rebat ses ailes sur l'aérodrome de Munich. Pendant ces quarante minutes, nous n'avons vu que de vastes champs qui fatigueront la vue si la monotonie n'était pas entrecoupée par des groupements de campagnards et des touffes d'arbres.

Timide, hésitant, je sors de l'avion en me demandant ce que j'allais faire pour arriver à ma destination. N'est-ce pas que j'avais un jour de retard ? Heureusement mon désespoir est écarté : un inconnu qui respire la jeunesse bouillante se présente devant moi. Lui est rassuré que je suis le Rubango qu'il attendait depuis un jour. Bien sûr il ne s'est pas trompé : je suis le seul africain, le seul noir, le seul qui parle le français dans cet avion. C'est ce jeune homme que j'appellerai quelques minutes après par son nom « Gerd » cette fleur de la jeunesse cordiale internationale dont la Chancellerie de l'Etat de la Bavière ne peut qu'être fière. C'est aussi grâce à la serviabilité de mon guide que je parcourrai les avenues et les rues, les quartiers et les paysanats bavarois pour découvrir la tour de l'Ange de la paix, vieille d'un siècle, tour d'un ange de paix qui, bien que celui-ci survole sur les autres monuments, n'a pas empêché que la ville de Munich ne soit détruite de 35% pendant la dernière guerre mondiale... ange de la paix qui n'a pas épargné les 30.000 vies humaines bavaroises qui périrent dans la guerre napoléonienne contre les Russes. C'est également mon « Gerd » qui me fera visiter le château de Nymphenburg entouré d'un merveilleux parc, château qui, le siècle passé servait de résidence d'été des princes électeurs et des rois de Bavière. De Nymphenburg nous entrons dans le pavillon de chasse Amalienburg,



R. Peter Gerbards a.j., aumônier des étudiants étrangers à Munich, dans l'Etat de la Bavière.

nom de Bismarck, le pays connut un essor prodigieux (1814-1914).

La République proclamée au lendemain de la défaite de 1918 maintint l'unité du pays amputé d'une partie importante de son territoire.

L'Allemagne connaît alors de multiples crises sociales, ce qui permet à Adolphe Hitler, un démagogue fanatique, de prendre la direction du parti le plus fort. En 1933 Hitler est chancelier du Reich. Le « Führer » et ses collaborateurs gouvernent alors en dictateurs. Leur tyrannie conduit tout droit à la seconde guerre mondiale.

L'Allemagne vaincue en 1945 est divisée en quatre zones et le pouvoir suprême est assumé par les puissances d'occupation. En 1949 la République Fédérale d'Allemagne est proclamée par les représentants des Etats et des provinces d'Allemagne Occidentale.

Conformément à la Constitution du 23 mai 1949, la République Fédérale d'Allemagne est gouvernée et administrée par des institutions différentes :

A l'échelon fédéral, à la tête de l'Etat se trouve le Président fédé-

ral élu pour cinq ans par un collège électoral appelé Assemblée fédérale. Il signe et ratifie les traités internationaux au nom du « BUND ». L'organe fédéral le plus important est le « Bundestag » qui est élu au suffrage universel direct pour quatre ans. Le Bundestag vote les lois, et exerce aussi le pouvoir législatif. Il surveille en même temps l'exécutif. Le gouvernement fédéral et l'Administration fédérale sont soumis à son contrôle. Il existe une deuxième Chambre : Le Conseil fédéral, le « Bundesrat » qui représente les « Lander » (Etats). Elle a pour mission d'assurer la coopération des Lander à la législation et à l'administration du Bund.

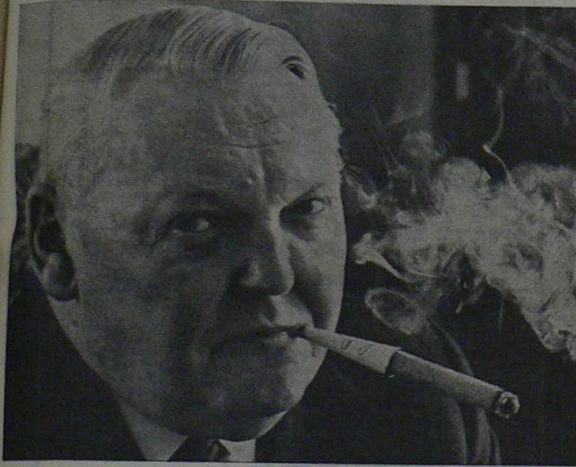
En résumé, l'Allemagne fédérale possède des organismes fédéraux pour le gouvernement et l'administration généraux et centraux du pays en ce qui concerne les problèmes nationaux et internationaux, tandis que les Lander (Etats) restent indépendants et traitent librement leurs problèmes internes. Les « Lander » ont leur

Le jour étant venu, nous quittons le Congo le 11 juillet pour un pays qui nous était jusqu'alors inconnu.

Mais nous ne connaissons pas l'Allemand ni l'Anglais ! Peu importe. Il y a là en Allemagne des personnes hospitalières, dévouées qui allègeront nos difficultés et nous conduiront à Hambourg-Berlin au lieu de Munich, nous attraperons tout de même presque l'entièreté de notre itinéraire et du programme et nous nous promènerons dans presque toute l'Allemagne renaissante et florissante.

APERÇU HISTORIQUE ALLEMAND

Quand nous disons « aperçu historique allemand », nous n'avons pas l'intention de vous donner une leçon d'histoire. D'ailleurs nous en sommes incapables. Mais pour vous permettre de suivre notre itinéraire, il est bon de vous présenter l'immense Allemagne en quelques lignes comme on le ferait à un visiteur qui n'a que quelques secondes disponibles.



Le Docteur Erhard, chancelier fédéral

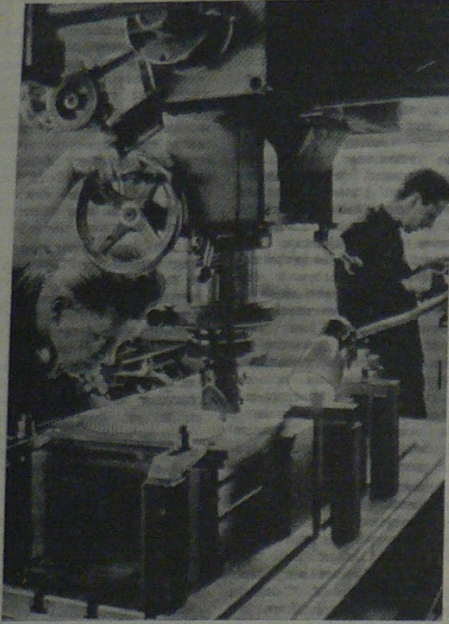
L'Allemagne a traversé plusieurs régimes, plusieurs organisations, plusieurs tendances pour arriver au stade qu'elle connaît aujourd'hui. C'est en l'an 800 après Jésus Christ, sous le règne de Charlemagne, qui reçut la couronne impériale des mains du Pape, que les tribus issues du groupe germanique s'unirent pour mettre debout une Allemagne impériale.

Au Moyen Age, après une période de paix et d'apogée, l'Allemagne sera profondément touchée par la Guerre de Trente Ans (1618-1648) qui dévastera le pays d'une façon inouïe.

Le « Saint-Empire romain-germanique » qui avait pris peu le caractère d'une fédération d'Etats, s'effondra en 1806 sous les assauts de Napoléon Ier, et fut remplacé en 1815 par une « Confédération Germanique » groupant trente-deux principautés et les « villes impériales ». En 1871, la confédération devient un empire et la couronne est offerte au Roi de Prusse. Sous le nouveau Reich, dont le premier chancelier avait

Voyage en Europe par le chemin des écoliers (4)

UN REPORTAGE DE
GERVAIS HUBANGO



L'Allemagne Fédérale est un des pays fort industrialisés et spécialisés dans la construction des machines-outils. Vous savez que la plus haute précision s'impose pour la construction des machines-outils, étant donné que dans le domaine de la fabrication mécanique en particulier on machines à percer, comme celle présentée sur cette photo.

STUTTGART : BERCEAU DE « MERCEDES »

Avec grand regret, nous nous séparons à la gare centrale de Munich de nos amis bavarois pour dévorer des kilomètres en train afin de goûter pendant deux journées et quatre nuits l'allégresse de Stuttgart, capitale de l'Etat de Baden - Wurtemberg, ville appelée communément « Métropole Allemande » au milieu des forêts et des vignobles.

Aride de surprises nouvelles, je me renseigne s'il n'y a pas une tradition spéciale qui caractérise la vie de Stuttgart. Ici je finis par croire que Stuttgart, à part sa tour de Télévision, ses vastes vergers, ses étendues forestières éparpillées ici et là, malgré ses usines gigantesques de Mercedes, etc, est une ville semblable à beaucoup d'autres en Europe.

Je suis le 14 juillet, 20 heures 35 sonnent lorsque le train s'immobilise dans la gare de Stuttgart. Le guide, M. Gabiet qui m'était désigné pour mon séjour à Stuttgart est absent : le jour même il a eu un accident d'auto. C'est triste pour le souffrant et dommage pour moi. Néanmoins une jeune fille, une jolie fille m'attend. La compagnie de celle-ci adoucira la chaleur accablante des deux journées passées à Stuttgart.

Cette ville étant le berceau des « Mercedes », la première visite du lendemain est consacrée au bureau et aux usines de Daimler-Benz AC (Mercedes).

L'origine de Daimler-Benz ne date pas d'aujourd'hui. Déjà en 1826 Gottlieb Daimler construisait le premier moteur à essence rapide du monde. Mais en 1865 et 1886 Daimler, à Stuttgart et Karl Benz, à Mannheim, construisirent indépendamment l'un et l'autre les premières voitures automobiles du monde, pour finir, en 1926, à une fusion. Le nom de « Mercedes » trouve plus ou moins sa source dans un événement romantique : de jolies filles Mercedes ne sont pas rares dans des romans modernes.

Les usines Daimler-Benz se comptent en Allemagne, au chiffre de 7 et occupent plus de 78.000 ouvriers et ouvrières dépendant di-

rectement de l'entreprise. Les sept usines sont à Stuttgart-Untertürkheim, Sindelfingen, Mannheim, Goggenau, Berlin - Merientfelde, Düsseldorf et Bad Hamburg. Chacune de ces sept usines s'occupe d'une spécialité. L'usine qu'il nous a été permis de visiter est celle de Sindelfingen, dernière étape et d'où sortent les voitures de tourisme Mercedes prêtes à la livraison.

Suivant les chiffres qui nous ont été fournis, cette usine qui occupe 21.000 ouvriers et employés produit 630 carrosseries par jour qui permet une cadence d'une voiture par minute et 7 secondes.

Voyons ! Sur notre programme, il nous reste à visiter la station-radiodiffusion de Süddeutsche Rundfunk, c'est-à-dire la station de Stuttgart destinée au Sud de l'Allemagne. C'est un important bâtiment qui cache plusieurs studios. C'est là que nous apprendrons qu'en Allemagne, les 10 stations radio-télévisions sont indépendantes vis-à-vis de l'Etat et dressent leurs 24 programmes librement. Elles ne coordonnent leur travail qu'en ce qui concerne la télévision car, bien que la télévision soit également indépendante vis-à-vis de l'Etat, doit la préparation de ses programmes aux différentes stations radio-télévision associées. La radio-télévision qui, au début, fut commerciale a été nationalisée en 1945 par Hitler, puis en 1945 elle est tombée entre les mains Américains, Français et Anglais, qui, à leur tour, la remirent en 1948-1949 aux différents Etats de l'Allemagne Fédérale. Quant aux ressources pour le fonctionnement des stations, chaque mois on perçoit 2 DM pour chaque poste-radio et 5 DM pour chaque récepteur de télévision, ce qui donne pour Stuttgart, un chiffre des recettes de 2 DM x 1.500.000 + 5 DM x 700.000 = 6.500.000 DM. Ainsi les recettes couvrent les frais d'émission, d'administration et des programmes. Les stations de Stuttgart emploie à elle seule 550 personnes pour la radio et 450 pour la télévision. L'administration est assurée par un directeur général élu par le conseil de contrôle pour 4 ans. Le conseil

est lui-même composé de 33 membres représentant les différentes couches de milieu sociale, politique et économique. Tous les deux ans la moitié de membres de ce conseil est renouvelée. A titre de renseignement, signalons que l'Allemagne Fédérale possède deux stations entretenues par les Etats Fédéraux.

Pour nous donner une image d'ensemble de Stuttgart, nous avons fait également un tour au Hoher Bopser pour visiter la tour

FRANKFURT : CENTRE COMMERCIAL

Dès la descente du train, le voyageur sent le commerce. Les étalages à la gare centrale annoncent déjà que l'on va s'engouffrer dans un carrefour commercial. C'est ce que, en effet, va me confirmer mon guide, M. Ray Bilbrein, jeune étudiant, qui me dira que l'aéroport de Frankfurt est le troisième port d'Europe pour l'intensité des trafics, c'est-à-dire après Londres et Paris.

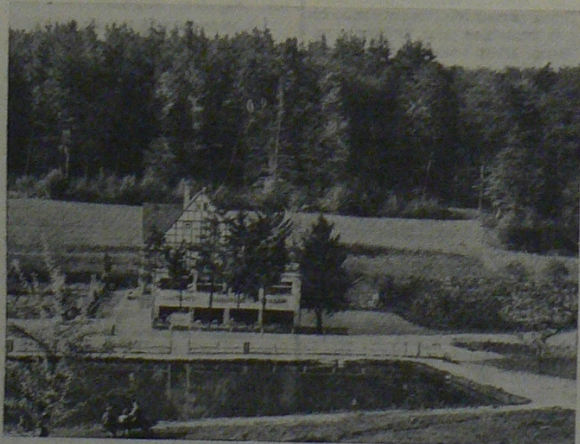
Dans cette ville qu'on dirait habitée par les commerçants, les banquiers et les assureurs, rien de spécial, rien de particulier n'attise notre curiosité touristique et reporter. On nous apprend également que Frankfurt possède une très importante usine des produits pharmaceutiques. Mais nous n'avons pas la chance de la visiter : c'est un samedi et le lendemain est un dimanche, juste le jour de notre départ, il fallait profiter du week-end. C'est l'art et le plaisir de mon guide, jeune, de 24 ans, au sang bouillant, qui me fera promener, arpenter dans la forêt de Spessart, qui me demandera de me

de télévision en pleine forêt. Cette tour de radio-télévision à Stuttgart avec ses 211 mètres de hauteur, occupe le quatorzième rang dans la liste des édifices les plus hauts du monde. De ses restaurants (l'inférieur à 150 mètres) l'on peut contempler toute la ville qui nous dessine des taches noires au milieu des espaces verts.

Enfin vendredi matin, je prends congé de ma charmante guide, Mlle Helga Distler pour aller partager, avec les habitants de Frankfurt, les plaisirs du week-end du 18 au 19.

baigner dans une piscine privée alimentée directement de la source Kahl Quelle du village Über Schöllkrippen. Cela se réalise à une septaine de kilomètres en dehors de la ville de Frankfurt. Le long de la route nous dépassons plusieurs petits lacs cotés par des tentes des touristes et des gens en vacances. La promenade est fatigante, mais également reposante et confortante, car après l'atmosphère étouffante des villes, nous pourrions ce jour-là, jusqu'au soir, respirer l'air naturel, l'air rannimateur.

Enfin, nous voici dimanche, un dimanche morne, un dimanche déserté : les habitants sont allés en effet se promener dans les campagnes, dans les forêts. La fête n'est attribuée ni à notre guide ni à nous si nous avons quitté Frankfurt le dimanche. Il faisait réellement très chaud et la ville même, à part les étalages des magasins, étalages qui tentent beaucoup, est une ville comme tant d'autres de la Métropole moderne, de l'Europe nouvelle.



Sans des régions boisées, l'Europe serait un pays maigre. Les jours de repos ou de congé, surtout pendant l'été, beaucoup de gens sortent de la ville pour aller gambader dans le bois ou dans la forêt. Nous aussi, pendant notre séjour à Frankfurt, nous sommes allés passer une agréable journée chaude dans la forêt de Spessart, située à plus de 20 km du centre de la Ville. La photo ci-dessus vous montre la « Pension-Restaurant (Kahlquelle) » où nous nous sommes restaurés, après la promenade fatigante mais réconfortante.

BONN : CAPITALE DE LA « POLITIQUE »

Le trajet Frankfurt - Bonn sera le plus agréable de tout notre voyage entre les grandes villes allemandes. Depuis Frankfurt nous côtoyons le Rhin, emprisonné par des chaînes de montagnes rocheuses et boisées au bas desquelles les champs de vignes dressent une haie interminable. Outre cela, les châteaux-forts sur des montagnes et des collines rocheuses, les fortifications en ruines, les maisons qui portent visiblement les cicatrices de la guerre, etc... nous font comprendre que ces coins du pays ont eu un vieux passé historique et ont vécu des moments dramatiques.

Dès que nous touchons le sol de Bonn, nous commençons à respirer « politique », à boire et à manger « politique » et à nous dis-

traire « politique ».

Bonn est, en effet, la capitale « politique » de l'Allemagne de l'Ouest. C'est là que se trouvent les diplomates, les hautes institutions fédérales, les sièges directrices fédérales des partis et des syndicats.

Nous aurons ainsi la chance de nous entretenir successivement avec le responsable de la revue « Afrika » à Bonn, M. Schraa, qui connaît très bien les problèmes africains et qui suit attentivement les événements congolais. Avec M. Schraa nous aborderons les problèmes allemands et congolais. Nous discuterons d'ailleurs les mêmes sujets avec d'autres journalistes et personnalités politiques parmi lesquelles figurent le Dr Pettenberg,

représentant du Parti Chrétien-Démocrate « CDU », parti majoritaire dans le gouvernement, le Dr Koch de l'Office de Presse et de l'Information du Gouvernement Fédéral; M. Von Loeben, vieux colonial de la Société Germano-Africaine et enfin le directeur du Bureau de la Politique Etrangère du Parti Social-Démocrate, SPD, parti qui forme l'opposition, pour terminer avec la visite de la maison « Bayer » qui fabrique des produits chimiques et pharmaceutiques.

Nos entretiens sur la politique allemande intérieure et extérieure sur ce que les Allemands pensent généralement de l'avenir du Congo nous les avons traités dans un article à part pour ne considérer ici Bonn que comme « villes entre les autres. D'abord voyons ce qu'est « Afrika ». C'est une revue bimensuelle, éditée en français avec comme filiale: Pr-Europa-Afrika publiée en allemand. Cette revue qui est financée par par les grandes industries allemandes, publie des textes d'information économique, sociale, culturelle et politique. Elle a comme but d'intéresser les entreprises allemandes à des diversissements en Afrique, en détaillant les possibilités économiques dans chaque pays et en publiant des projets et des plans de développements économiques établis en Afrique.

M. Schraa devait regretter que malgré les succès et la réussite pratique de sa revue dans les relations économiques entre l'Allemagne et l'Afrique, il n'ait pas encore eu de correspondants à Bukavu (Kivu) et à Bujumbura (Burundi).

M. Von Loeben de la Société Germano-Africaine nous expliquera, par contre que sa revue et ses diverses publications poursuivraient les mêmes buts précités avec des nuances que nous allons essayer de résumer.

La rédaction est alimentée par la documentation et les articles envoyés d'Afrique par des correspondants, par des membres de la Société qui voyagent souvent en Afrique, par la collaboration directe de grands politiciens africains qui envoient de divers exposés pour les annuaires. Cette société qui a été fondée en 1956 par l'initiative du président du Parlement Fédéral, a pour but de donner une plus grande publicité à l'Afrique en Allemagne et vice versa, de collaborer à la croissance et au plan politique de l'Afrique indépendante à l'intensification et au développement de l'économie de l'Afrique. Cette société centralise les biographies des personnalités africaines, publie des conférences sur l'Afrique, organise des congrès scientifiques et des expositions internationales avec comme sujet « Afrique. Bien que la Société Germano-Africaine soit indépendante, elle reçoit des subventions gouvernementales et des aides financières des privés et des industries.

En plus du financement du Gouvernement Fédéral, les différents « Etats », les villes et les communes donnent leur main dans l'organisation des séminaires, les tournées des diplomates africains en Allemagne.

Vu ses particularités, la Société Germano-Africaine est administrée par un conseil présidé par le président du Parlement Fédéral et composé par des hautes personnalités de l'Industrie, du Gouvernement et de l'Administration. Le bureau est dirigé par un secrétaire général désigné par le président du Conseil.

Si Bonn est la capitale de la « Politique », cela ne veut pas dire que la science et la technique y sont négligées. Loin de là, car pas très loin du centre de la ville on rencontre tout un grand village aux cheminées incombustibles par laquelle s'échappe la fumée sortant des fours des Usines BASF.

(Suite en page 7)

Voyage en Europe par le chemin des écoliers (4)

UN REPORTAGE DE Gervais RUBANGO

(Suite de la page 4)

Cette usine qui avait commencé avec quatre ouvriers et deux fourneaux de cuisine mais qui emploie actuellement plus de 62.600 employés et ouvriers en Allemagne et plus de 16.000 collaborateurs à l'étranger, dans ses sept usines en Allemagne, a été inscrite sur le registre de commerce en 1863. Ses recettes annuelles qui atteignent le chiffre de 4 milliards de DM démontrent clairement que les usines Bayer prospèrent très largement en Allemagne et ont un crédit certain dans le monde entier.

Parmi les 8.500 produits qui figurent actuellement au programme des ventes Bayer, il n'y a que très peu de produits finis prêts à l'emploi tels que les produits bien connus contre les maladies tropicales ou contre les insectes parasites.

Bayer produit surtout des pro-

duits intermédiaires des matières premières et des produits auxiliaires pour les industries transformatrices. Pour la clientèle, Bayer dispose au total de 3.500 colorants et auxiliaires de l'industrie textile, de 2.500 produits chimiques y compris les plastiques et le caoutchouc synthétique, de 700 produits pharmaceutiques, dentaires ou vétérinaires Agfa complètent ce programme avec environ 1.620 produits et un ample assortissement d'appareils et d'accessoires divers.

Après la visite des usines Bayer, nous avons continué notre route vers Cologne où nous devrions prendre l'avion pour Berlin, après nous être rendus à la Radiodiffusion de Cologne qui diffuse les programmes de «La Voix de l'Allemagne» à l'intention de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique Latine.

Gervais RUBANGO

Les faiseurs de pluie

Chaque propagandiste, chaque doctrine se veulent triomphateurs et quand ils veulent se frayer un chemin dans le monde politique, social, voire économique, prétendent vouloir sauver quelque chose, rendre les hommes libres, créer le bonheur et le bien-être du peuple, rendre la vie mortelle le moins cruelle possible, etc...

C'est ce qu'ont prôné au Congo les politiciens avant 1960, après la chute du gouvernement Lumumba et puis, ces derniers jours, le Comité National de Libération vient s'ajouter à la liste des faiseurs de pluie.

Consacrons notre texte à ces derniers.

Tant par les journaux et la radio de Pékin, spécialisés en ces matières, les informations de Radio-Uhuru - Stanleyville, informations expressement confectionnées pour la propagande du mulelisme, que par les divers slogans pompeux des dirigeants du CNL et de la Rébellion au Congo qui ne cessent d'accabler d'injures les autorités légales actuellement congolaises, de condamnations en les reprochant d'avoir « trahi » la Nation, d'opprimer celle-ci, nous apprenons chaque jour que le CNL et Mulele veulent libérer le Congo.

De qui et de quoi? De Kasavubu, d'Adoula, de Tshombe, de Mubutu, de Nendaka, des Américains, des Belges, du Rwanda (sic), et de la misère, de l'oppression et du colonialisme. Les Mulele et les Soumialot sont prêts pour cette noble besogne.

Libérer le Congo? Comment? Les rebelles n'ont jamais manqué de réponse à cette question. Et justement Bukavu, pour ne citer qu'une localité entre mille autres, vient de nous en donner la réponse et étayer, une fois de plus, au grand jour ce que signifie le mulelisme libérateur, la sainte révo-

(suite en page 3)

Les faiseurs de pluie

(Suite de la page 1)

lution des Soumialot et le comportement de la fameuse « Armée Populaire de Libération ».

La voie préconisée par les Mulelistes pour libérer le Congo est d'abord « renverser la Légimité » en supprimant la vie à tous ceux qu'ils gênent, politiques, ecclésiastiques, administratifs, privés coutumiers ou de l'Armée et de la Police, quand tous ceux-ci n'épousent pas la doctrine plus ou moins communiste.

Puis la deuxième voie est la chasse des capitaux en préconisant la nationalisation générale des capitaux étrangers et l'accaparement des grandes sociétés appartenant aux nationaux non de leur clique.

Ensuite l'instauration de la panique et du terrorisme par des tueries, des massacres, des pillages, faits qui créent un désarroi total et permettent aux rebelles de devenir maîtres absolus dans un pays terrifié, désorganisé et désordonné, dans une ville abandonnée par ses vrais habitants.

Après de multiples tentatives, Soumialot et Olenga ont essayé de « libérer » la population de Bukavu le 19 et le 20 août 1964, rétablir la paix, la justice et l'ordre au Kivu-Central. Or le moyen d'y parvenir a été le fonçement des portes de la ville de Bukavu par des canons et des mitrailleuses.

Résultats ! Les Bukaviens, enchantés et fous de joie car ils allaient être bientôt libérés, se précipitaient pour se cacher sous des toits en paille, abandonnaient leurs maisons pour chercher un abri plus ou moins sûr, restaient bloqués là où l'arrivée de l'Armée Populaire de Libération les avait trouvés, passaient de longues et terribles nuits mouvementées durant lesquelles les canons et les mitrailleuses avaient le monopole de la parole, abandonnaient leurs domiciles confortables pour grimper les collines de Chiriri et de Kasha pour rechercher refuge chez les bami Kabare et Ngweshe.

Oui ! La masse de Bukavu qu'Olenga et Soumialot étaient venus libérer ne pouvait que se féliciter de la bienveillance de l'Armée Populaire de Libération, surtout, quand, pour célébrer l'arrivée de celle-ci dans le chef-lieu du Kivu-Central, une longue file de procession de pèlerins composée de vieux et de jeunes, de grands, et de bébés, d'hommes, de femmes et de filles, a été formée sur une longueur de plusieurs kilomètres pour évacuer Bukavu, ces soi-disant pèlerins étant les uns les mains vides après avoir tout abandonné à cause de la surprise, les autres se posant la question s'il fallait immoler, en l'hon-

neur de nouvelles idoles de Mulele, la femme ou ses enfants gémissant à cause de la fatigue et ne supportant pas une longue et pénible marche à pied, valises et casseroles sur la tête et bébés sur le dos.

Comme il est de coutume ancienne que pour sanctifier plus dignement un événement très important, les fidèles ont toujours eu l'habitude de faire la pénitence par des neuvaines et des jeûnes, les habitants de Kadutu et de Bagira principalement ont choisi de passer des nuits sans logis ou en proie aux puces qui abondent dans les cases villageoises et ce pendant plusieurs jours.

Parce que très socialistes, les pauvres citoyens de Kadutu et les commerçants du quartier industriel, pour prouver plus manifestement leur reconnaissance envers leurs sauveurs, ont grand ouvert les portes de leurs cabanes et les vitrines de leurs magasins afin que tout citoyen aventureux et sans scrupule puissent aisément y prendre tout ce qui lui plaît.

Voilà comment la population entière de Bukavu a compris le mulelisme et a célébré l'arrivée dans la ville de Bukavu d'Olenga et Soumialot, ou si l'on veut bien qu'on cite un troisième nom, de Marandura.

N'oublions pas cependant que la même population connaît maintenant plus qu'auparavant ce qu'est le mulelisme et le paradis promis par la rébellion muleliste, paradis non différent de celui préconisé par les communistes qui réservent à un dixième de l'humanité la faveur de posséder les droits de la personnalité et d'exercer une autorité illimitée sur les neufs autres dixièmes, après que ces derniers aient perdu leur personnalité et soient ainsi devenus comme des troupeaux ramenés à l'innocence première et pour ainsi dire, au paradis primitif, où du reste, ils devront travailler.

Les Bukaviens savent déjà que lorsque les Mulelistes promettent la liberté (oh ! quelle liberté éphémère !), ceux-ci sous-entendent la servitude totale, car la liberté est la seule chose que l'on ne puisse obtenir que si on l'accorde aux autres.

Pour pénétrer au Kivu-Central, Soumialot a promis une vie meilleure qui devait être rachetée au prix d'une révolution sanglante. D'accord ! Mais ce qu'il a oublié ou plutôt ce qu'il a feint d'oublier est une évidence éternelle que les révolutions succèdent aux révolutions et que les gouvernements issus des révolutions y succombent à leur tour. Et aussi tout le monde conçoit que lorsque l'on veut renverser quelque chose que l'on croit mauvais, il faut être capable de mettre à la place quelque chose de meilleur et on ne le pourra pas lorsque des larmes ont coulé comme à Bukavu et dans le reste du Kivu-Central.

D'ailleurs, depuis longtemps, les habitants se demandent quel bien on peut retirer du mulelisme dirigé par des Olenga, des Soumialot et des Marandura.

Un fait est certain : les noms de ces trois personnes resteront gravés dans les cerveaux de tous les Kivutiens qui ont été témoins des actes des rebelles mulelistes.

D'un côté les bandits et les voleurs pour leur avoir offert une propice occasion de voler, de piller et de démolir les portes des cases de leurs voisins pour dévaliser l'intérieur. De l'autre côté les honnêtes citoyens pour leur avoir obligés de fuir leurs habitants afin de chercher des refuges parfois incertains et coûteux.

Et enfin la ville de Bukavu pour avoir eu comme pavement, durant les deux dernières semaines, les corps humains et les débris des carreaux des vitres cassées des magasins et des maisons d'habitation.

Gervais RUBANGO

INCOMPETENCE OU INCONSCIENCE ?

Parmi mille maux dont le Congo souffre depuis le 30 juin 1960, il ya un dont il est encore loin d'être débarassé. Ce mal est « Les missions inutiles ou non indispensables » que les agents de l'Administration et les hommes politiques font depuis leurs provinces jusqu'à Léopoldville ou vice versa, aux frais de la princesse.

Il est devenu, en effet, une tradition pour que Léopoldville bouge ou pour qu'on obtienne une faveur de la Capitale, il soit nécessaire de s'y rendre personnellement. Un agent de l'Administration qui veut constituer son dossier ou revendiquer ses droits statutaires, doit prendre l'avion et se présenter au somptueux building administratif ou ministériel de Kalina. Un autre qui veut une mutation ou une promotion de grade, ne peut faire autrement. Pour une personnalité politique ou administrative organiser son département même dans les petits détails, ou obtenir les crédits indispensables à la bonne marche de son service, il est nécessaire de se payer le luxe d'un voyage et d'un séjour prolongé dans la ville lumière...

Et tout cela exige tant de démarches, parfois financièrement coûteuses quand l'homme qui doit décider est professionnel en « tiens pour toi ». Et qui dit que ce séjour aura les fruits escomptés ?

Ce qui reste évident, c'est que la longue file des courtisans ou des quémandeurs, — appelons-les ainsi, car parfois ils ne sont pas reçus d'une façon normale comme fonctionnaires ou personnalités — qui attendent impatiemment dans

INCOMPETENCE OU INCONSCIENCE ?

(Suite de la page 1)

le corridor à la satisfaction de «grands bwana-mkubwa» qui se sentent ainsi flattés, — ces grands «bwana-mkubwa» sont souvent incompetents pour étudier objectivement et profondément les problèmes qui leur sont exposés afin qu'une solution adéquate soit trouvée.

Puis, l'homme en mission, même s'il n'est pas satisfait par le résultat de ses démarches, aura tout de même fait un agréable voyage touristique, bénéficié d'un ticket aller-retour gratuit, touché des indemnités de mission parfois exagérées.

Pour ce qui concerne les deniers publics et les intérêts généraux du pays, l'argent de tout le monde aura été gaspillé souvent inutilement pour des avantages d'un individu et les heures, voire les journées qu'il est resté planté inespérément devant les «bureaux dignitaires» sont des heures et des journées improductives, donc perdues.

Et nous ne parlons pas ici des voyages privés que font continuellement les administratifs ou les politiciens, sous forme des missions officielles.

Enfin, permettez-nous de poser la petite question suivante :

— Pourquoi y a-t-il actuellement plus de missions officielles qu'avant l'indépendance ?

— Pourquoi existe-t-il maintenant plus de litiges qui exigent la présence de l'intéressé à Léo, alors qu'avant le 30 juin 1960, ces litiges étaient réglés automatiquement par les provinces ?

— Pourquoi pour avoir un numéro-matricule, par exemple, l'agent doit-t-il se rendre à Léo, y passer beaucoup de jours et tout cela aux dépens des contribuables ?

— Pourquoi tant de problèmes qui étaient solutionnés par correspondance ordinaire avant que nous ne soyons indépendants, exigent-ils maintenant un long voyage ?

Tous ces pourquoi ne peuvent avoir que deux explications :

— ou bien beaucoup de nos nationaux qui détiennent des postes de responsabilité sont incompetents et dépassés,

— ou bien ces mêmes nationaux sont inconscients et négligents c'est-à-dire de mauvaise volonté, en inventant des difficultés où elles ne sont ni existeraient pas.

Si nous soulevons ce fait aujourd'hui, c'est pour exprimer nos souhaits qui commenceraient par demander que Léopoldville travaille plus sérieusement et que les provinces surveillent les départs en mission afin qu'il n'y ait plus de missions inutiles ou non-indis-

pensables. Et pour ce qui regarde les provinces, que celles-ci règlent leurs affaires intérieures et provinciales sans devoir recourir toujours à Kalina.

Ainsi, espérons-nous, la caisse publique pourra en bénéficier en faisant des économies énormes et les services s'organiser et marcher normalement en évitant des im-mixtions inutiles de Léopoldville.

Nous ne pouvons plus rester longtemps humiliés par la vérité qui reconnaît que les services administratifs étaient bien organisés quand ils étaient dirigés et surveillés par les colonialistes et qu'actuellement tout est désorganisé depuis que les nationaux gouvernent et administrent leur pays.

Gervais RUBANGO

Que cherchez-vous au fond ?

Les difficultés politiques, économiques et sociales congolaises ont donné beaucoup d'occasions aux étrangers tant blancs, jaunes, que noirs de s'introduire dans les affaires intérieures du Congo. Parfois certains pays se sont présentés, avec de la bonne volonté, comme des amis qui veulent aider réellement et avec plus ou moins de désintéressement notre pays. Mais il n'a pas manqué de loups se couvrant de peau de mouton, de spécialistes en subversion qui se sont présentés à nos portes, également sous prétexte d'amitié. Une fois leur hypocrisie et leur mauvaise intention découvertes, on les a refoulés. Mais malheureusement tous ne sont pas partis ou ont laissé leurs émissaires congolais.

Le résultat de tout cela, est que le Congo a connu troubles sur troubles, rébellions meurtrières, crises économiques et sociales, et enfin, conflits internationaux. Et voici dernièrement Tshombe tantôt à Addis-Abeba, puis à Nairobi et qui sait demain ou plus tard, pour palabrer et s'expliquer devant un monde tantôt mal intentionné, tantôt incompétent.

(Suite en page 3)

Que cherchez-vous au fond?

(suite de la page 1)

De quoi s'agissait-il exactement ? De la seule affaire du Comité National de Libération.

Dans cet article, nous allons nous adresser spécialement aux pays qui ne font que crier, critiquer, sans aucune objectivité, à l'encontre du Congo. Et puis nous verrons ou plutôt nous demanderons à nos frères congolais ce qu'ils cherchent exactement.

MEDECINS DE L'OUA GUERISSEZ-VOUS D'ABORD

Tous les pays de l'OUA qui ont participé à la conférence des ministres des Affaires Etrangères d'Addis-Abeba ont exprimé leur désir d'aider le Congo-Léo à résoudre ses problèmes intérieurs et à créer un climat de fraternité avec le Burundi et le Congo-Brazza.

Mais comment ces pays aident-ils le Congo-Léo ? Les uns en essayant de favoriser le climat d'entente et de détente pour parvenir à la réconciliation nationale congolaise, la « vraie réconciliation » — nous le répétons — qui ne donnera plus l'occasion aux ambitieux et aux démagogues de troubler la paix et de menacer l'ordre dans notre république.

Hélas, les autres pays précèdent l'aide au Congo par l'introduction de subversion ou en s'immisçant dans les affaires intérieures du pays.

Parmi ces derniers, nous pouvons ranger ceux qui ont fait ou qui ne cessent d'adresser des critiques gratuites et incessantes aux autorités légales congolaises dont les soucis principaux sont le bien-être général du peuple congolais.

A ceux-là nous disons : « Chers frères africains, avant de vous prétendre des guérisseurs des maladies du Congo, guérissez tout d'abord vos maux. On ne nettoie pas la maison d'autrui quand la sienne pourrit de saleté. Et nous ne sommes pas sans savoir que l'Etat le plus petit est encore criminel dans ses rêves ».

LA VIOLENCE NE RESOUD RIEN DE BON

Ensuite nous nous tournons du côté de nos frères congolais du CNL, du « Mulelisme ».

Que cherchez-vous réellement ?

— Des places ministérielles parce que vous n'avez pas eu un poste à votre choix ou parce que vous avez été écartés ? Remplacer ceux qui sont au pouvoir pour jouir des mêmes avantages politiques et sociaux ? Alors ne nous trompez plus en disant que le Mulelisme sert les intérêts généraux, car ainsi vous ne cherchez qu'à satisfaire vos ambitions personnelles. Qui ne sait que tous les doigts de la main ne sont pas d'égaie longueur ?

— Voulez-vous faire admettre vos convictions idéologiques ? C'est votre droit, puisque comme l'a répété le R. P. Vermeulen, « il peut y avoir entre citoyens dont

les convictions philosophiques ou religieuses sont différentes, une morale commune qui cimenterait leur union ». Mais, pour vous, la morale est tout à fait opposée avec le reste de la masse qui ne sympathise ou qui désapprouve le Mulelisme. Est-ce que vous comptez parvenir à l'union nationale par la destruction de tout ce qui existe ? Sachez toutefois que « la fin justifie les moyens ».

— Voulez-vous sauver la population d'une mauvaise politique quelconque ? C'est parfait. Mais ce n'est pas en tuant ces hommes ou en faisant massacrer inutilement la population que vous obtiendrez de bons fruits. N'oubliez pas la phrase de Rousseau qui dit que « rien ici-bas ne mérite d'être acheté au prix du sang humain ».

— Voulez-vous que le régime congolais change ? D'accord. Mais pour changer des régimes — nous parlons d'un changement salutaire — il ne faut pas oublier, comme l'a écrit encore Albert Camus, que « tuer les hommes ne mène à rien qu'à tuer plus encore. Pour faire triompher un principe, précisez-t-il, c'est un principe qu'il faut abattre ».

— Voulez-vous une réconciliation avec l'ensemble des Congolais ? C'est l'idéal. Tshombe vous l'a d'ailleurs proposé maintes fois, mais vous, vous avez été comme cet homme qui s'en était allé consulter l'oracle, mais a terrassé son devin. N'est-ce pas qu'on vous a soumis des compromis mais toujours vous les avez rejetés ?

Alors, au fond, chers frères congolais, que cherchez-vous par votre Mulelisme ?

Beaucoup de Congolais de bon sens croient que rien d'autre sinon à occuper par la force violente de hauts postes, à jeter le Congo dans un chaos perpétuel, à y introduire vos protecteurs communistes et communistes, et ainsi à vous acquitter de votre dette.

Mais la dette, vous la payerez plus tard.

Gervais RUBANGO

Le Nord-Kivu va-t-il à sa mort?

Quand le poisson-scie coupe un autre poisson, on ne voit jamais la queue de la victime » (proverbe de la Côte d'Ivoire).

Entendons-nous d'abord. Si nous commençons par ce proverbe, ce n'est pas pour nous moquer de nos frères du Nord et de nous réjouir de leurs malheurs. Loin de là. Nous compatissons d'ailleurs sincèrement à leur misère. Notre intention est seulement de faire allusion aux précédents massacres qui se sont commis au Nord-Kivu, à Goma et à Rutshuru, uniquement pour l'annexion de ces derniers territoires au Nord-Kivu. Aujourd'hui, les derniers massacres ont été perpétrés par les natifs du Nord-Kivu, et les victimes sont de la même province. Voilà deux poissons d'un même lac qui se coupent mutuellement les queues.

Revenons-en maintenant à notre sujet.

Après les représailles sanglantes au cours desquelles certains

membres du gouvernement originaires de Walikale-Masisi, dont, selon certaines informations, MM. Urbain Mungo, ministre des Affaires Economiques, Antoine Mihigo, ministre des Finances, Thomas Kibira ministre de la Justice, Alphonse Luendo Kashira, 1er vice-président de l'Assemblée et Antoine Kayumba, conseiller provincial auraient été les victimes, on ne peut que se poser la question de savoir si réellement le Nord-Kivu survivra encore.

Bien que nous ne connaissions pas encore les circonstances dans lesquelles ces personnalités trouveront la mort, nous ne pouvons pas tout de même nous taire.

Nous savions depuis longtemps que dès la création de la province du Nord-Kivu, les Ba-

(suite en page 8)

LE NORD-KIVU VA-T-IL A SA MORT?

(suite de la page 1)

nande ne sympathisaient pas avec les Wanyanga - Bahunde. Pour des questions tribales, le président du gouvernement, M. Moley faillit perdre sa place. Mais comme avec son écartement le Nord-Kivu perdait Masisi et Walikale, dont une grande partie de la population ne souhaitait que revenir au Kivu-central, les « honorables » députés renoncèrent à leur projet, parce que la lutte principale à ce moment-là, était de consacrer leur temps à « conquérir » Goma et Rutshuru.

La lutte était engagée entre les ressortissants ou plutôt entre les partisans du Nord-Kivu et du Kivu-central. Il y eut des massacres et nous nous inclinons devant les victimes « innocentes » induites en erreur par les politiciens inconscients.

Mais voilà que maintenant les natifs du Nord-Kivu s'entre-tuent. Pour quelles raisons ? Bien entendu pour des querelles et haines ethniques et tribales.

Où va alors le Nord-Kivu ? A sa mort certaine, nous en sommes convaincus.

Après ces massacres, Walikale et Masisi continueront-ils à se cramponner et à rester liés aux autres territoires de l'ensemble de la province du Nord-Kivu ? Et qui dit si les représailles sanglantes ne dureront-elles encore longtemps ?

Un autre problème se pose pour le Nord-Kivu. Cette province veut même au prix du sang Goma et Rutshuru. Mais ce qu'elle semble ignorer, c'est que toute l'élite de Goma et de Rutshuru s'est enfuie. Donc les deux régions convoitées sont sans leurs intellectuels.

Et puis... quand on parle de la réunification du Nord et du Kivu-central, comment cette réunification pourra-t-elle se réaliser ? Le Kivu-central admettra-t-il de refaire alliance avec ceux qui l'ont martyrisé ? C'est un problème dont la solution ne peut dépendre que de nos politiciens.

Si la pauvre province du Nord-Kivu, qui n'a rien fait de constructif pour la population depuis sa création et dont les seuls soucis étaient d'avoir Goma-Rutshuru, continue maintenant à s'entre-déchirer elle-même, elle va inévitablement à sa perte.

Ce qui reste à faire maintenant, selon notre idée, est de dissoudre la province du Nord-Kivu, afin que ses ethnies s'en aillent aux provinces qui leur conviennent, par exemple certaines au Kibali-Ituri, les autres au Kivu-central.

Cela n'enchantera pas les politiciens ambitieux, nous le savons. Mais jusqu'à quand continuera-t-on à tuer la masse pour faire plaisir aux démagogues ?

Aux autres de dire ce qu'ils en pensent.

Gervais RUBANGO

M. Khrouchtchev limogé ou démissionnaire?

De
les

Dès que la nouvelle de la démission de M. Khrouchtchev, premier secrétaire du parti Communiste Russe et premier ministre du Conseil Soviétique, fut annoncée le 15 octobre, ce fut comme une bombe qui aurait éclaté et atteint toutes les parties du monde. En effet, on se demandait qu'elles seraient les conséquences de ce revirement brusque.

« La Libre Belgique » publiait déjà dans ses colonnes :

« La première question, en effet, qui se pose est de savoir si M. Brejnev ne provoquera pas un durcissement de la politique soviétique. S'il devait apparaître comme un Goldwater russe — et si le Goldwater américain devait malgré tout arriver à la Maison-Blanche, aidé notamment en cela par la déplorable affaire de mœurs dans laquelle vient de se trouver impliqué un conseiller du président Johnson —, le monde passerait assurément par une phase dangereuse.

» Une deuxième question est celle de savoir si la convocation de la conférence internationale des partis communistes pour 1965 sera maintenue. M. Brejnev, depuis son remplacement par M. Mikoyan en juillet dernier comme chef de l'Etat, et bien qu'héritier présomptif de Khrouchtchev s'est tenu à l'écart du différend idéologique entre la Chine et l'U.R.S.S. Aussi, peut-on se demander, dans le cas où la démission de Nikita n'aurait pas été provoquée par son état de santé, si M. Brejnev n'a pas été chargé de régler ce problème aux moindres frais, le congrès communiste ayant suscité les réserves des uns ».

M. « K » A-T-IL DEMISSIONNE DE SON GRE ?

A la question si réellement M. K. avait démissionné de son gré ou forcé par le parti, certaines dépêches disent que M. Khroucht-

chev n'a pas démissionné de par sa propre volonté. D'autres avancent que sa santé et son âge avancé en sont la raison. D'ailleurs, disent les tenants du limogage, si M. Khrouchtchev est parti « en beauté », pourquoi donc aurait-on éloigné avec tant de hâte ses portraits géants qui ornaient encore divers édifices publics ainsi que la Place Rouge de Moscou ?

Pourquoi d'autre part les « Izvestia », organe officiel du gouvernement soviétique dont le directeur est M. Adjoubel, gendre de M. Khrouchtchev, n'a-t-il pas paru comme de coutume ?

On raconte d'ailleurs que M. Adjoubel lui-même aurait été démis de ses fonctions directrices de ce journal. Serait-il peut-être, lui aussi, « malade » ou « fatigué par l'âge », si cette information se confirme ?

Les tenants de cette seconde thèse affirment sur la foi de renseignements sérieux, disent-ils, en provenance de Moscou, que M. Khrouchtchev aurait été mis en minorité par le Praesidium du Comité central du parti ou par le Comité central lui-même réuni tout récemment au Kremlin en session extraordinaire.

Il est connu que dans la soirée de jeudi 15 octobre, peu avant l'annonce officielle, un grand portrait de M. Khrouchtchev, qui se trouvait au sommet d'un bâtiment du centre de Moscou, avait été retiré. Le portrait avait été mis en place au sommet de l'hôtel « Moskva », il y a quelques jours, en prévision de la commémoration de la Révolution d'octobre, qui aura lieu le 7 novembre. Le portrait était accompagné du slogan « Paix aux peuples ».

MEFIANCE DANS LES REMPLACANTS DE M. « K. »

Tandis que la Chine Populaire, c'est-à-dire la Chine Commu-

niste, manifestait une très grande satisfaction après la chute de son ennemi, M. Khrouchtchev, les autres observateurs doutaient du revirement brusque du Kremlin.

Le quotidien belge, « La Libre Belgique », faisant allusion à cette crainte, écrit notamment :

« En effet, si M. Khrouchtchev avait été effectivement renversé à la suite d'une « révolution de palais », ce serait sans aucun doute pour changer de politique. Or, ces deux successeurs désignés passent jusqu'ici pour des « poulains » de M. « K. ».

» Ce raisonnement serait tout à fait logique et plausible si l'événement s'était produit dans un pays autre que l'U.R.S.S., rétorquent, toujours à Paris, d'autres observateurs. La logique des dirigeants du Kremlin est souvent très différente de celle des pays occidentaux.

» Que MM. Brejnev et Kossyguine soient les « poulains » de M. « K. » et même ses meilleurs amis, le premier surtout, ne veut point dire nécessairement qu'ils n'aient pu se dresser contre leur patron et bienfaiteur et qu'ils doivent nécessairement appliquer

la même politique que la sienne ».

« K. » COMMUNISTE MODERE ?

Et le journal d'ajouter : « La disparition de M. Nikita Khrouchtchev de la scène politique et son remplacement par M. Brejnev au secrétariat du parti communiste et par M. Kossyguine à la présidence du Conseil ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de l'Union soviétique.

» Ses rivaux ont sousestimé la force et le machiavélisme d'une personnalité qui affectait de se dérober derrière le masque d'une bonhomie souriante. Il avait été impitoyable quand cela le servait ; il dénonça les brutalités policières du régime stalinien, quand il y trouva son avantage. Mais, incontestablement, sous sa domination, le peuple russe a respiré un peu plus librement et le monde a pu espérer que s'écarte le spectre d'une guerre nucléaire ».

L'EUROPE ORIENTALE APRES M. « K. »...

M. Thomas Schreiber, brosse d'une façon claire le visage de l'Europe Orientale après M. « K. » (Suite en page 8)

S'il songer dans le siècle du cent de Dh... thier... est ric part, la ha Nord les preu flexi com rica lais les sol mé l'0 à tic so c d c

M. KHROUCHTCHEV

(Suite de la page 1)

Il fait savoir qu'en général, la Roumanie, qui s'est mise à l'écart dans les conflits sino-russes et qui a toujours entretenu, en même temps, des relations avec Pékin et Moscou, ne s'est pas tellement affolée après la chute de M. « K ».

Visant M. Walter Ulbricht, premier secrétaire du Parti Communiste est-allemand, M. Th. Schreiber laisse entendre que M. Ulbricht, ami de Staline et inquiété par les progrès de la déstalinisation en Europe de l'Est, paraît peu vraisemblablement regretter sincèrement le départ du premier soviétique malgré son alignement « officiel » sur Moscou dans l'affaire chinoise.

Par contre, dit plus loin M. Schreiber, pour les Albanais, la chute de M. « K » ne peut être qu'une joie pour les dirigeants qui sont ennemis jurés de la « clique révisionniste de Khrouchtchev ».

Pour le parti communiste roumain, lisons-nous plus loin aucune modification spectaculaire n'est à prévoir. M. Gheorghiu-Dej, solidement installé au pouvoir depuis vingt ans et dont la carrière politique est un chef-d'œuvre d'habileté, n'est ni menacé ni peut-être même directement concerné par les événements.

M. Schreiber parle ensuite successivement de la Hongrie et de la Pologne et écrit notamment :

« Pour la direction du parti hongrois, l'élimination de M. Khrouchtchev constitue un fait particulièrement grave. Rappelons que M. Janos Kadar, qui a pris le pouvoir en novembre 1956 dans les conditions que l'on sait, peut être considéré comme une « créature politique » de M. « K » devenue par la suite son ami personnel. Dans le conflit sino-soviétique, M. Kadar a toujours appuyé — sans la moindre réserve — l'ancien premier secrétaire.

» En Pologne, où le départ de M. Khrouchtchev est probablement regretté par la plupart des dirigeants et même par beaucoup de non-communistes, les « nationalistes », c'est-à-dire des nostalgiques du stalinisme, pourront encore rendre plus difficile la situation de M. Gomulka qui, bien qu'il semble depuis quelques années avoir perdu une partie importante de son prestige acquis en 1956, reste le leader incontesté et de son parti et de son pays.

... ET LES AUTRES PAYS

Bonn qui s'apprêtait à recevoir la visite de M. « K » lorsqu'elle apprit la nouvelle, à l'issue d'un débat parlementaire, a décidé que dans ces conditions, il était évident que la République fédérale reverrait l'ensemble de cette question car, elle avait réussi à trouver finalement en M. Khrouchtchev un soviétique avec lequel « on pouvait causer ».

M. Paul Yankovitch nous confie qu'à Belgrade, où, malgré le conflit passé avec l'U.R.S.S. et toutes les divergences qui continuent d'opposer les communistes Yougoslaves à M. « K », ce dernier est apprécié pour son réalisme et son courage personnel.

De son côté, M. Philippe Ben annonce que la nouvelle de la démission du premier soviétique a stupéfait à New York et plus par-

ticulièrement aux Nations-Unies et à Wall Street. Pour les Nations-Unies on se demande d'une part quelle sera l'attitude des deux nouveaux chefs soviétiques vis-à-vis des obligations de l'U.R.S.S. à l'ONU, et d'autre part, leur politique dans les relations et problèmes américo-soviétiques. On sait également que la démission de M. « K » a entraîné une baisse des cours à Wall Street, centre nerveux du système capitaliste mondial.

Le Président Johnson a, en effet, déclaré, au cours d'un meeting du parti libéral : « Que M. Khrouchtchev ait été remplacé peut être ou non le signe de troubles plus profonds ou de changements de politique. « Et le chef des États-Unis d'ajouter :

« La démission de M. Khrouchtchev peut être aussi le signe avant-coureur de changements à venir. Quant à la ligne des États-Unis, elle est claire : être ferme en ce qui concerne notre objectif fondamental, la recherche de la paix ».

La France, comme nous l'avons d'ailleurs déjà indiqué, n'a pas accueilli, en général, la nouvelle du départ de M. « K » avec enthousiasme. Les communistes français ont même désapprouvé ce revirement brusque du Kremlin. Et le général de Gaulle, s'entretenant avec des ambassadeurs au cours de son voyage au Brésil, manifestement inquiet, a déclaré : « Notre Khrouchtchev est parti... La terre continuera à tourner quand même... ».

Les communistes Italiens, eux, ont mis Moscou en garde et se sont méfiés du changement brusque de la politique du Palais du Kremlin en se posant la question si l'U.R.S.S. ne risquait pas de revenir au stalinisme. Pour eux, M. Khrouchtchev a toujours été l'un des principaux avocats de la politique de coexistence pacifique.

Enfin, les informations sur les réactions enregistrées à Budapest, Prague, Bucarest et Sofia font état de l'incertitude des dirigeants de ces pays qui se demandent si MM. Brejnev et Kossyguine poursuivront la politique de libéralisation inaugurée par M. Khrouchtchev.

Les Polonais sont nombreux à déplorer la retraite de M. Khrouchtchev, dont le nom était attaché à l'apparition d'une période nouvelle correspondant à l'octroi de plus grandes libertés, en Pologne et dans tous les autres pays du bloc soviétique.

ET QU'EN DIT LE CONGO ?

Et quelle est la question de la République Démocratique du Congo ? Pour le moment les officiels gardent un silence absolu. Mais, le peuple redoute déjà la politique que la Russie va adopter vis-à-vis des pays africains, du fait que les nouveaux dirigeants sont favorables à la politique chinoise de Pékin, politique dont les effets pèsent lourdement sur notre pays.

M. K. a été, en fait, un redoutable. Mais son âge aidant, il était déjà reconnu comme avocat de la paix et de la réconciliation. En sera-t-il de même pour ses remplaçants ? Nous nous permettons d'en douter.

Gervais RUBANGO

Les élections législatives ne seront pas aisées

« Celui qui a été piqué par un serpent, tremble à la vue d'un bout de corde ».

(proverbe égyptien)

Le gouvernement central, pour tenir à sa promesse, a déclaré : les élections législatives auront lieu à la date prévue. Tant mieux.

Mais ne soyons pas tout de suite affolés et enchantés, car nous ne risquerions ainsi qu'être dupes.

D'abord plusieurs problèmes d'ordre matériel se posent. Ensuite vient la situation actuelle d'insécurité, des troubles et des rébellions. Et, n'oublions pas que

la loi électorale n'a pas encore été élaborée ni votée par beaucoup de provinces. Enfin, les campagnes électorales restent également un grand dilemme.

Tout cela ne peut se faire ni en deux, ni en trois mois si, nous nous basons sur l'expérience de quatre ans d'indépendance et sur la façon de travailler de nos élus et des responsables de l'exécution des lois.

Chacun peut avoir ses opinions sur le déroulement des campagnes électorales et des élections législatives ! C'est son droit. Mais nous, nous restons pessimiste.

Nous nous expliquons.

DIFFICULTÉS MATÉRIELLES...

Quand nous disons « difficultés matérielles », nous entendons ici les travaux préparatifs des élections.

Si déjà pour le référendum qui n'exigeait que deux urnes pour chaque bureau et les élections des conseillers communaux dans des communes qui n'englobent que quelques milliers de personnes, on a eu pas mal d'ennuis et de difficultés matérielles d'organisation qui ont forcé les autorités à remettre continuellement les dates de vote à plus tard, qu'advient-il ces jours-ci alors que le Congo subit toutes sortes de malheurs ? Et qui ignore que dans beaucoup de localités il n'existe plus de matériel pour la photographie ?

... ET LES REBELLES

Déjà pour le référendum, certaines personnes avaient formulé des griefs affirmant que leurs régions n'avaient pas participé au

référendum et que par conséquent, elles ne reconnaissent pas la Constitution Congolaise. C'est un argument. Mais à qui la faute ? Certainement à ceux qui sont à l'origine des troubles dans les dites régions. Aussi, ce n'est pas à cause de tel ou tel territoire que le Congo peut rester éternellement sans constitution.

Il n'en sera pas toutefois de même pour les élections législatives. Car toutes les régions de la République doivent être représentées. Pour que celles-ci le soient, il faut inévitablement des élections, il faut que les habitants choisissent eux-mêmes leurs porte-paroles. Qui osera organiser des élections dans les régions non encore pacifiées ? Parlons franchement : nous pouvons affirmer sans peur d'être désavoués, qu'il faut être naïf pour espérer que le Congo, sur toute son étendue (ou pour ne pas exagérer, dans tous ses territoires et districts) connaisse la paix et l'ordre avant février 1965, paix et ordre indispensables au déroulement normal des élections.

Il faut coûte que coûte des élections, parce que nous sommes des démocrates. Vous me direz, d'accord et c'est indispensable. Mais nous sommes convaincus que plusieurs régions ne seront pas représentées. Il sied donc de prévoir déjà et dès maintenant la procédure que l'on pourra suivre pour permettre plus tard et après les élections, à ces régions troublées, dès qu'elles seront rentrées au bercail congolais, de participer activement à la gestion du Congo.

LOI ET CAMPAGNE ELECTORALES

Ici nous arrivons au nœud du problème. Quand est-ce que la loi

électorale, surtout à l'échelon provincial sera élaborée et votée par toutes les Assemblées ? Certaines de celles-ci ne sont-elles pas ou fermées ou neutralisées ? Toutes les assemblées sont-elles réellement capables d'élaborer une loi solide et valable ? A toutes ces questions nous ne pouvons pas

(suite en page 8)

LES ELECTIONS LEGISLATIVES NE SERONT PAS AISEES

(Suite de la page 1)

prétendre donner une réponse satisfaisante.

Et après !... Pour des élections, les véritables élections, il faut une campagne, une campagne libre, une campagne préparée. Or beaucoup de gens, tant électeurs que candidats méditent. Les premiers se demandent s'il vaut encore la peine d'aller aux urnes.

Disons la vérité ! La masse a été, en général, déçue par les élus ; ses représentants. Et maintenant elle est comme celui que nous dessine un proverbe égyptien disant que « celui qui a été piqué par un serpent tremble à la vue d'un bout de corde ».

Qui dit, en effet, ajoute la masse, que les nouveaux élus ne seront pas comme les premiers ?

Combien de fois n'avons-nous pas entendu la masse murmurer : « Député, députés... ministres, ministres..., je m'en fous. Ils sont députés ou ministres pour leurs femmes et leurs enfants... Qu'ont-ils fait pour moi qui les ai élus ?

Si nous visons le côté social et matériel, c'est normal. Mais il n'y a pas que cela, il ya des sous-entendus qui disent beaucoup de choses si on les analyse.

Nous connaissons par cœur les deux proverbes égyptiens qui nous disent le premier que : « avec l'argent, on peut délier le turban du juge » comme les candidats aux élections pourront corrompre les plus influents éléments de la masse par l'argent, et le second que « ce sont les mains vides que l'on serre le mieux », ce qui sous-entend que ce sont les tambours vides qui feront le plus de bruit, c'est-à-dire les candidats moins méritants, peu dignes, incompétents, voire malhonnêtes,

pourront encore réussir dans la deuxième législature, au détriment de certains nationaux décidés à sauver le pays, non par la parole mais bien par les actes.

Du côté de ceux qui ont l'intention de faire des campagnes électorales, que se passe et que se passera-t-il ? Certains se sont réfugiés dans des localités où ils sont très peu connus et où ils ont une faible influence. D'autres, une fois élus, ont oublié leurs électeurs, ont totalement abandonné leur milieu électoral rural pour venir se balader durant toutes les journées de l'année, dans la ville où ils mènent une vie bourgeoise. Alors comment ces deux sortes de candidats pourront-ils organiser leur campagne électorale ? Qui osera, s'il n'est pas muleliste ou pro-muleliste s'aventurer à mener une campagne dans les régions occupées ou contrôlées par les re-

belles ?

Autre chose que nous allons oublier : quelle position prendra le premier ministre, M. Tshombe, dans le cas où l'on ne parviendrait pas à organiser convenablement les élections ou si, celles-ci étaient impossibles à cause des rébellions et des troubles, le gouvernement actuel se maintiendrait-il ? Ou, faudra-t-il former, à nouveau, un autre gouvernement provisoire ? Vous me direz qu'il n'y a rien à craindre, mais nous vous répliquons que dans ce Congo, tout est possible et imprévisible.

Enfin, pour nous, même si c'est anormal, nous restons pessimistes et nous répétons, avec assurance, que les prochaines élections législatives ne seront pas aisées.

Gervais RUBANGO

Comment expliquer la force de M. Tshombe?

« C'est l'armée qui conquiert la victoire par son sang; Mais un fameux usage fait sur les trophées N'écrire que le nom du roi triomphant... ». (Cleitos).

« envier celui que la plus haute place condamne à la plus forte part des souffrances sans terme ».

(Suite en page 5)

Tshombe est-il l'homme fort, l'homme dynamique, l'homme réaliste, l'homme prompt, l'homme intelligent et sage ?

Indéniablement oui !

Toutes ces qualités sont-elles plus poussées chez Tshombe que chez tous les autres Congolais ?

Pas nécessairement ! toujours.

Alors comment expliquer la source des forces de Tshombe, forces qu'on dirait magiques ? Comment interpréter sa victoire éclatante contre la rébellion ?

Tout d'abord, nous reconnaissons que tous les hommages pour la victoire de la Loyauté contre la rébellion ne sont pas uniquement à adresser au Premier ministre, M. Moïse Tshombe. D'ailleurs lui-même ne peut le prétendre. La victoire sur la rébellion est due également au dévouement et au sacrifice des officiers, sous-officiers et soldats ainsi qu'à la Police qui sont restés loyaux, fidèles et soumis aux ordres du gouvernement légal de Léopoldville. Cette vic-

toire est aussi à attribuer à la masse qui a combattu vaillamment le muelisme et qui, malgré la faiblesse de ses armes traditionnelles, a fait tout ce qu'elle pouvait pour empêcher les rebelles ou de pénétrer ou de passer par ses régions. Enfin, les pays amis et beaucoup d'étrangers vivant au Congo ont également leur part dans cette victoire, car ils ont contribué d'une façon ou d'une autre au rétablissement de l'ordre.

Comme nous l'avons indiqué au début de ce texte, nous comprenons très bien que, si le nom de Tshombe revient sur les lèvres de beaucoup de gens, c'est parce que depuis le commencement de ce monde : « c'est l'armée qui conquiert la victoire par son sang ; alors qu'un fameux usage fait sur les trophées, n'écrire que le nom du roi triomphant ».

Revenons sur l'analyse de ce que nous croyons avoir attribué beaucoup dans la victoire et la popularité de Tshombe.

Tshombe n'a pas d'abord reculé, n'a pas eu peur des critiques qui parvenaient de toutes parts, quand il a dû recourir à l'aide des étrangers et des volontaires pour reconquérir les régions qui étaient déjà prises par les rebelles.

Tshombe peut être comparé ici à Alexandre le Grand, à qui, Aristandre de Telmessos, son grand conseiller disait un jour : « Prince, ne tue jamais toi-même si une autre main peut frapper à ta place ».

Ce serait méconnaître volontairement les réalités que vouloir nier que les volontaires que nous appelons communément « mercenaires » n'ont pas joué un rôle prédominant dans la délivrance des régions contrôlées par les rebelles. Ces mêmes « mercenaires » ont aussi remonté le moral de notre Armée, fait qui était indispensable pour pouvoir tenir dans les combats souvent très pénibles.

Mais aussi, Tshombe connaissait depuis longtemps les personnes ou pour dire plus exactement les dirigeants du CNL et leurs amis étrangers. Tshombe savait que « celui qui va combattre un peuple doit en connaître le passé ; et, que celui qui va conquérir un pays doit en avoir étudié les lieux ».

Qu'est-ce qui empêcherait Tshombe d'écraser les rebelles poussés par un espoir chimérique, espoir qui incite l'armée rebelle à marcher avec indifférence jusqu'aux canons crachant le feu ? Mais, cette armée, en réalité, n'est plus qu'un troupeau de cadavres.

Tshombe a gagné, ne cesse-t-on d'entendre beaucoup de personnes acclamer le premier Congolais !

Tshombe a eu dur pour mettre à sa place le CNL. C'est pour cela que nous ne pouvons pas l'envier, parce que comme le disait le Satan de Milton, on ne peut

Comment expliquer la force de M. Tshombe ?

(Suite de la page 1)

Le CNL peut crier aujourd'hui comme il veut. Mais il sait franchement que ce sont ses derniers cris, car une armée ou une organisation qui n'est plus ou n'a jamais été soutenue par la population, est condamnée à périr.

Gervais RUBANGO